

---

# PARLEMENT WALLON

SESSION 2014-2015

---

4 AOÛT 2015

---

**24<sup>e</sup> CAHIER D'OBSERVATIONS  
ADRESSÉ  
PAR LA COUR DES COMPTES  
AU PARLEMENT WALLON**

---

**Fascicule II**

**Rapport de contrôle du compte général  
de la Région wallonne pour l'année 2012  
et  
Résultats à insérer dans le projet de décret de règlement définitif  
du budget de la Région wallonne pour l'année 2012**

## TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. NOTE ET OBSERVATIONS DE LA COUR</b>   | <b>3</b>  |
| 1.1. Dispositions légales et administratives  | 3         |
| 1.2. Enchaînement des comptes 2011-2012   | 5         |
| 1.3. Objectifs et procédure de contrôle   | 5         |
| 1.4. Résultats du contrôle  | 6         |
| 1.4.1. Appréciation globale   | 6         |
| 1.4.2. Compte d'exécution du budget   | 6         |
| 1.4.2.1. Services d'administration générale de la Région wallonne   | 6         |
| 1.4.2.2. Entreprises régionales   | 8         |
| 1.4.2.3. Services régionaux à gestion séparée   | 8         |
| 1.4.2.4. Organismes d'intérêt public de la catégorie A et sui generis   | 8         |
| 1.4.2.5. Résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale  | 11        |
| 1.4.3. Compte de trésorerie   | 11        |
| 1.4.3.1. Données et résultats du compte   | 11        |
| 1.4.3.2. Rapprochement des résultats financier et budgétaire  | 13        |
| 1.4.3.3. Situation de la dette publique   | 15        |
| 1.4.3.4. Placements   | 16        |
| 1.4.4. Compte des variations du patrimoine et bilan   | 17        |
| 1.4.5. Annexes au compte général  | 18        |
| 1.5. Déclaration de fin de contrôle   | 18        |
| <b>2. ANNEXES</b>   | <b>19</b> |
| 2.1. Conclusions de la Cour relativement au compte d'exécution du budget des services d'administration générale, ainsi que des services et organismes autonomes | 20        |
| 2.2. Tableaux relatifs au compte d'exécution du budget des services d'administration générale   | 26        |
| 2.3. Comptes de résultats et de bilan   | 33        |

## 1. NOTE ET OBSERVATIONS DE LA COUR<sup>1</sup>

Par courrier du 9 avril 2014, le vice-président et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports du gouvernement wallon a transmis à la Cour le compte général de la Région wallonne pour l'année 2012. Conformément à l'article 92 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État<sup>2</sup>, le présent rapport expose les observations de la Cour des comptes et présente les résultats de l'exécution du budget de l'année 2012, à insérer dans le projet de décret de règlement définitif du budget.

### 1.1. Dispositions légales et administratives

L'article 50, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions stipule que « *chaque Conseil vote annuellement le budget et arrête les comptes. Le compte général des Communautés et Régions est transmis à leur Conseil, accompagné des observations de la Cour des comptes. Toutes les recettes et les dépenses sont portées dans le budget et les comptes.* » Le paragraphe 2 de cet article énonce, quant à lui, que « *la loi détermine les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions [...]* ».

Toutefois, l'article 71, § 1<sup>er</sup>, de la même loi spéciale précise qu'aussi longtemps que la loi visée ci-avant n'est pas entrée en vigueur<sup>3</sup>, les dispositions en matière de comptabilité de l'État s'appliquent, mutatis mutandis, aux Communautés et aux Régions.

Les lois coordonnées sur la comptabilité de l'État comprennent diverses dispositions concernant le compte général.

➤ Dispositions générales :

- l'article 1<sup>er</sup> stipule que le budget et le compte général de l'État comprennent le budget et les comptes des services d'administration générale de l'État, des entreprises d'État et des services de l'État à gestion séparée ;
- le chapitre VI (articles 80 à 93) est consacré au compte général ;
- les articles 119 et 120 concernent spécifiquement la comptabilité des entreprises d'État dont les comptes d'exécution du budget doivent faire l'objet d'un projet de loi de règlement du budget ;
- pour les services de l'État dont la gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services d'administration générale, l'article 140 charge le Roi de prendre des dispositions prévoyant notamment l'établissement et la publication d'un budget et de comptes ;
- l'article 93, § 1<sup>er</sup>, prévoit que les comptes des organismes d'intérêt public, dont les opérations doivent être justifiées à la Cour, sont annexés au compte général de l'État. Par

---

<sup>1</sup> Sauf mention contraire, les montants repris dans les tableaux du présent rapport sont exprimés en euros.

<sup>2</sup> Arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'État.

<sup>3</sup> En ce qui concerne la Région wallonne, l'entrée en vigueur de la loi de 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, a été reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2012 par l'arrêté royal du 4 mai 2010. Le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement wallon applique les dispositions de la loi précitée du 16 mai 2003.

ailleurs, l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public dispose que les comptes d'exécution du budget des organismes de la catégorie A font l'objet d'un projet de loi de règlement du budget.

➤ Dispositions particulières

Les principales exigences légales en matière d'établissement et de reddition du compte général sont, quant à elles, énumérées à l'article 80 des lois coordonnées précitées.

1. Le ministre des Finances établit annuellement le compte général.
2. Le compte général embrasse toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.
3. Il comporte le compte synthétique des opérations de l'État et les comptes de développement suivants :
  - le compte d'exécution du budget, qui fait l'objet des dispositions du chapitre V (articles 75 à 79) des mêmes lois coordonnées <sup>4</sup> ;
  - le compte des variations du patrimoine, qui enregistre les modifications de l'actif et du passif de l'État. Il est accompagné du bilan de l'État, établi au 31 décembre<sup>5</sup> ;
  - le compte de trésorerie, qui expose les opérations effectuées pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières du Trésor. Il est accompagné d'un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique<sup>6</sup>.
4. Il doit être transmis à la Cour avant le 30 juin de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

L'établissement des comptes généraux incombe au département de la comptabilité du service public de Wallonie, appelée ci-après « le département de la comptabilité ». À l'instar des années précédentes, celui-ci a élaboré un projet de décret de règlement définitif du budget 2012 reprenant les résultats des services d'administration générale, d'une part, et ceux des entreprises régionales, des services régionaux à gestion séparée et des organismes d'intérêt public de la catégorie A ou sui generis, d'autre part.

<sup>4</sup> Article 75 – Le compte d'exécution du budget est formé de tableaux comportant les mêmes subdivisions que le budget. Ces tableaux font apparaître :

| <b>Pour les recettes :</b>   | <b>Pour les dépenses :</b>                                      |
|--|---|
| a) les prévisions ;  | a) les crédits ouverts par la loi ;                             |
| b) les droits constatés ;  | b) les crédits reportés de l'année précédente ;                 |
| c) les recettes imputées ;   | c) les opérations imputées ;                                    |
| d) la différence entre les droits constatés et les recettes imputées ; | d) la différence entre les crédits et les opérations imputées ; |
| e) les droits reportés ;   | e) les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire ;     |
| f) les droits annulés ou portés en surséance indéfinie ;               | f) les crédits reportés à l'année suivante ;                    |
| g) la différence entre les prévisions et les imputations.              | g) les crédits à annuler.                                       |

<sup>5</sup> Article 84 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.

<sup>6</sup> Article 91 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.

## 1.2. Enchaînement des comptes 2011-2012

Le compte général de l'année 2012 a été adressé à la Cour par courrier du 9 avril 2014. Le compte précédent, celui de l'exercice 2011, a été déclaré contrôlé par son Collège le 16 septembre 2014.

## 1.3. Objectifs et procédure de contrôle

L'appréciation de la fiabilité et du caractère exhaustif des états financiers ainsi que la vérification de la conformité des opérations aux règles de la comptabilité publique et aux décrets budgétaires ont constitué les deux principaux objectifs du contrôle.

Le compte général de l'année 2012 a été élaboré par le département de la comptabilité au départ des données issues :

- des décrets budgétaires<sup>7</sup> ;
- de la comptabilité publique tenue à l'aide des applications informatiques G-COM dépenses et recettes, pour les services d'administration générale ;
- des comptes déclarés contrôlés par la Cour, pour les autres services et organismes ;
- des comptes des comptables arrêtés par la Cour, pour le compte de trésorerie.

Pour s'assurer de l'exactitude des résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale, la Cour a confronté les chiffres du compte avec ceux de la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de l'année 2012<sup>8</sup>, qu'elle a adressée fin mai 2013 au Parlement wallon<sup>9</sup>. Les parties de cette préfiguration<sup>10</sup> afférentes aux dépenses ont été élaborées à partir des données fournies par le service public de Wallonie (SPW) tandis que les informations chiffrées relatives aux recettes, à la trésorerie et à la dette provenaient des comptes déjà produits à la Cour et du SPW.

Le compte de trésorerie a été vérifié par divers recoupements avec la situation mensuelle de la trésorerie du mois de décembre 2012, les extraits des comptes courants, délivrés par le caissier de la Région, et les comptes de comptables, tels qu'arrêtés par la Cour.

Le compte des variations du patrimoine et le bilan, établis sur la base des écritures de la comptabilité patrimoniale, ont, quant à eux, fait essentiellement l'objet d'un contrôle de cohérence.

---

<sup>7</sup> Décret du 15 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, décret du 15 décembre 2011 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, décret du 18 juillet 2012 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, décret du 18 juillet 2012 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, décret du 19 décembre 2012 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012, décret du 19 décembre 2012 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012.

<sup>8</sup> Dans la suite de ce rapport, ce document sera nommé « la préfiguration ».

<sup>9</sup> *Doc. parl.* Rég. w. 4-Ve (2012-2013) — N° 1.

<sup>10</sup> Lors de la réforme des lois sur la comptabilité de l'État, opérée par la loi du 28 juin 1989, la Cour a été investie de la mission d'élaborer une préfiguration des résultats de l'exécution du budget, dans le courant du mois de mai suivant l'année budgétaire concernée, afin de pallier le retard endémique dans la reddition des comptes généraux.

Enfin, la Cour a procédé à une vérification de la concordance entre les comptes des services et organismes à gestion autonome et ceux qu'elle avait déclarés contrôlés.

\*  
\* \*

Les contrôles opérés par la Cour des comptes ont mis en évidence une différence quant aux reports de soldes entre les comptes généraux 2011 et 2012, ainsi qu'une différence au niveau des ordonnances imputées en 2011 mais liquidées et payées en 2012. Des corrections ont dès lors été apportées par l'administration au compte général 2011, et une note explicative a été insérée dans le compte général 2012.

## **1.4. Résultats du contrôle**

### **1.4.1. Appréciation globale**

Le compte général de la Région wallonne pour l'année 2012 est présenté en trois fascicules. Le premier contient le compte synthétique des opérations de la Région, reprenant les résultats essentiels. Ce document de synthèse est complété par des comptes de développement, mentionnant, dans des tableaux récapitulatifs, les chiffres définitifs de l'exécution du budget des services d'administration générale, la situation de la trésorerie, ainsi que les variations du patrimoine. Un bilan y est également joint, de même qu'une situation de la dette directe. Les pièces justificatives sont annexées sous la forme de listes informatiques, détaillant les données synthétisées dans le compte.

Le deuxième fascicule (annexe 1) reprend les résultats de l'exécution des budgets des entreprises régionales, des services à gestion séparée et des organismes d'intérêt public, ainsi que leur bilan et leur compte de résultats.

Le troisième fascicule (annexe 2) fournit diverses listes relatives au patrimoine de la Région, telles celles des codes d'inventaire et des ordonnances patrimoniales.

Lors de son examen du compte général de l'année 2012, la Cour a constaté la correcte application des dispositions légales qui régissent le contenu et la présentation du compte d'exécution du budget et du compte de trésorerie<sup>11</sup>. Cependant, le bilan et le compte des variations du patrimoine ne donnent pas une image fidèle des actifs et passifs de la Région<sup>12</sup>.

### **1.4.2. Compte d'exécution du budget**

Outil d'appréciation de la gestion des pouvoirs publics, le compte d'exécution du budget fournit les chiffres nécessaires à l'élaboration des projets de décret de règlement définitif de l'ensemble des budgets. Le vote de ces décrets met un terme au cycle budgétaire et vaut, politiquement, quitus pour les instances exécutives.

#### **1.4.2.1. Services d'administration générale de la Région wallonne**

Le service public de Wallonie regroupe les services d'administration générale de la Région wallonne. Les résultats de l'exécution de son budget, ainsi que les tableaux, sont repris dans l'annexe<sup>13</sup> de ce rapport. La Cour a procédé au contrôle de ces résultats en les comparant avec

---

<sup>11</sup>Voir les points 1.1 *Dispositions légales et administratives* et 1.4.4 *Compte des variations du patrimoine et bilan*.

<sup>12</sup>Voir le point 1.4.4 *Compte des variations du patrimoine et bilan*.

<sup>13</sup> Voir les points 2.1 et 2.2 de l'annexe.

ceux de la préfiguration. Comme le démontrent les commentaires suivants, les chiffres de ces deux sources se recourent.

- 1 Tels qu'ils sont repris dans le compte général, les montants des engagements<sup>14</sup>, contractés à la charge des crédits dissociés d'engagement, des crédits variables et de la section particulière, correspondent aux chiffres de la préfiguration.
- 2 Le montant des recettes courantes et de capital<sup>15</sup> (6.721.072.796,19 euros) figurant dans le compte général correspond à celui de la préfiguration.
- 3 Compte tenu des crédits reportés, le montant des dépenses courantes et de capital<sup>16</sup>, ordonnancé en 2012 (7.064.858.738,61 euros), correspond à celui mentionné dans la préfiguration.

Conformément à l'article 34, alinéa 1<sup>17</sup>, des lois coordonnées précitées, les crédits non dissociés reportés à l'année 2012 ont été fixés dans le compte à 291.153.313,92 euros. Ce montant correspond aux crédits non dissociés inutilisés au 31 décembre 2012 tels que mentionnés dans la préfiguration. Cependant, suite à l'entrée en vigueur du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement wallon, le budget 2013 ne comprend plus de crédits non dissociés. Dès lors, conformément à l'article 79 de ce décret, les montants restant à ordonnancer devaient être liquidés au plus tard le 31 décembre 2013 à la charge de crédits de liquidation du budget 2013.

Les crédits non dissociés reportés à l'année 2012 et encore disponibles à la fin de cet exercice doivent être annulés<sup>18</sup>. Le montant à annuler s'élève à 143.100.944,99 euros<sup>19</sup>. La Cour constate que 53,9 milliers d'euros ont déjà fait l'objet d'annulations en engagement dans le courant de l'année 2012.

Les soldes (370.363.760,26 euros) des crédits d'ordonnancement, disponibles au 31 décembre 2012 ont été annulés, conformément à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Ce montant correspond à celui de la préfiguration.

- 4 Le montant (155.763.484,32 euros) des recettes affectées aux crédits variables<sup>20</sup> repris dans le compte général correspond à celui de la préfiguration (155.764 milliers d'euros).

Les dépenses ordonnancées (135.186.369,85 euros) à la charge des crédits variables figurant dans le compte général sont également identiques à celles mentionnées dans la préfiguration.

---

<sup>14</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, première partie, point A et le point 2.2 de l'annexe, tableaux 1, 4 et 5.

<sup>15</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, première partie, point B et le point 2.2 de l'annexe, tableau 2.

<sup>16</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, première partie, point B et le point 2.2 de l'annexe, tableau 3.

<sup>17</sup> « Les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés dès le commencement de cette année pour ordonnancer toute dépense engagée pendant l'année budgétaire révolue. »

<sup>18</sup> Article 34, alinéa 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État : « Les crédits non dissociés reportés à l'année suivante sont rattachés à l'allocation correspondante du budget de ladite année. La partie de ces crédits non ordonnancée le 31 décembre de ladite année tombe en annulation. »

<sup>19</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, première partie, point B.

<sup>20</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, première partie, point C et le point 2.2 de l'annexe, tableau 2.

- 5 En ce qui concerne la section particulière, les chiffres du compte général coïncident avec ceux repris dans la préfiguration.

Enfin, la Cour a constaté que, comme l'autorisaient les dispositions de l'article 119 du décret budgétaire, les engagements et les ordonnancements<sup>21</sup> contractés à la charge des articles 60.02.01 (Feder) et 60.02.03 (FSE) ont dépassé les recettes disponibles. Par contre, aucun engagement ni ordonnancement n'est intervenu sur les articles 60.02.02 (Feoga), 60.02.05 (Ifop) et 60.02.06 (Life).

#### **1.4.2.2. Entreprises régionales<sup>22</sup>**

Conformément aux articles 119 et 120 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte général 2012 inclut le compte d'exécution du budget 2012 de l'unique entreprise régionale : l'Office wallon des déchets.

Le compte d'exécution du budget 2012 de l'Office, repris dans le compte général, présente des dépenses budgétaires pour un montant de 38.604.651,78 euros. Cependant, lors du contrôle des comptes 2012 par la Cour, il est apparu qu'une déclaration de créance de 4.849.173,99 euros, émanant du Forem et comptabilisée en dette en 2007, avait été annulée en comptabilité économique en 2012. Un produit exceptionnel a été enregistré à due concurrence. Puisque cette déclaration de créance constituait une dépense budgétaire en 2007, la Cour a relevé que son annulation en 2012 devait également avoir un impact budgétaire. Les dépenses budgétaires 2012 doivent donc être diminuées à concurrence de 4.849.173,99 euros.

En outre, en annexe à son courrier du 5 mai 2015, la Cour a communiqué au ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ses observations portant notamment sur le non-respect par cet organisme des dispositions légales relatives aux dépassements de crédits limitatifs. Le compte fait apparaître des dépassements à concurrence de 27.000 euros. Des crédits complémentaires doivent dès lors être prévus.

#### **1.4.2.3. Services régionaux à gestion séparée<sup>23</sup>**

En application de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, la gestion budgétaire, comptable et financière du seul service à gestion séparée régional – l'Agence wallonne de l'air et du climat – a fait l'objet de dispositions arrêtées par le gouvernement wallon<sup>24</sup>, lesquelles prévoient que son compte annuel est inclus dans le compte général de la Région.

Suite aux nombreuses erreurs constatées lors de son contrôle, la Cour n'a pas déclaré contrôlé le compte d'exécution du budget 2012 de l'Agence repris dans le compte général. Le compte corrigé devra être présenté à nouveau et faire l'objet d'un règlement définitif ultérieur.

#### **1.4.2.4. Organismes d'intérêt public de la catégorie A et sui generis<sup>25</sup>**

Pour l'exercice 2012, neuf organismes d'intérêt public – l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W), l'Institut scientifique de service public (Issep), l'Institut du patrimoine wallon (IPW), le Fonds piscicole de Wallonie, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps), le Centre wallon de recherches

---

<sup>21</sup> Les ordonnancements seulement en ce qui concerne le FSE.

<sup>22</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, deuxième partie.

<sup>23</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, troisième partie.

<sup>24</sup> Arrêté du gouvernement wallon du 3 juillet 2008.

<sup>25</sup> Voir le point 2.1 de l'annexe, quatrième partie.



agronomiques (CRA-W), le Fonds pour le désendettement de la Wallonie, le Commissariat général au tourisme (CGT) et Wallonie-Bruxelles international (WBI) – étaient visés par l'article 93, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées précitées et par l'article 6, § 3, de la loi du 16 mars 1954 précitée<sup>26</sup>, lequel dispose que le compte d'exécution du budget des organismes de la catégorie A doit faire l'objet d'un projet de décret de règlement définitif.

Bien que cet organisme ne soit pas soumis à la loi du 16 mars 1954, le compte d'exécution du budget du Centre régional d'aide aux communes (Crac) doit lui aussi, en vertu de l'article 10 de son décret organique<sup>27</sup>, faire l'objet d'un décret de règlement définitif. Il en va de même pour les comptes d'exécution du budget des deux hôpitaux psychiatriques.

Le compte général 2012 englobe les tableaux de l'exécution du budget de huit organismes, à savoir, l'APAQ-W, le Crac, l'IPW, le Fonds piscicole de Wallonie, le Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne, l'Iweps, le CGT et WBI.

Seuls deux comptes manquent, ceux de l'Issep et du CRA-W, qui n'avaient pas été transmis à l'administration à la date de la confection du compte général 2012.

Les projets de budget des hôpitaux psychiatriques n'avaient pas non plus été annexés au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2012, ni soumis à l'approbation du Parlement, et ce en méconnaissance des dispositions de l'article 32 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, modifié par le décret du 13 mars 2003. Cependant, dans la mesure où ce décret du 13 mars 2003 a doté les deux hôpitaux d'un conseil d'administration, ils sont désormais des organismes assimilables à des organismes de catégorie B.

Les comptes de l'Issep et du CRA-W devront, pour leur part, faire l'objet d'un projet distinct de règlement définitif du budget.

1. Le compte d'exécution du budget 2012 du Fonds piscicole de Wallonie est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>28</sup>.
2. Le compte d'exécution du budget 2012 de l'Institut du patrimoine wallon est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>29</sup>. Par le rapport annexé à son courrier du 20 août 2013, la Cour a communiqué ses observations au vice-président du gouvernement wallon et ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports. Le rapport de la Cour fait notamment état de dépassements de crédits non limitatifs, à concurrence de 385.949 euros. Des crédits complémentaires devront être prévus. Par ailleurs, la Cour a souligné que les dotations aux subsides en capital dans les comptes de classe 15 de la comptabilité économique et l'amortissement de ces subsides sont des mouvements internes, qui ne doivent pas être imputés en recettes et dépenses au compte d'exécution du budget. En 2012, l'institut a imputé un montant de 1.174.939 euros sur les articles 59.11.10 *Interventions des institutions européennes* et 66.11.10 *Interventions RW dans les travaux sur bâtiments classés*. Les recettes doivent donc être corrigées à due concurrence.

---

<sup>26</sup> Voir le point 1.1 *Dispositions légales et administratives*.

<sup>27</sup> Décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne. Arrêté du gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant règlement général sur le budget et la comptabilité du Centre régional d'aide aux communes.

<sup>28</sup> Les comptes 2012 du Fonds piscicole de Wallonie ont été déclarés contrôlés par la Cour le 18 octobre 2013.

<sup>29</sup> Les comptes 2012 de l'IPW ont été déclarés contrôlés par la Cour le 20 août 2013.

3. Le compte d'exécution du budget 2012 du Fonds de désendettement de la Wallonie est conforme à celui déclaré contrôlé par la Cour<sup>30</sup>.
4. Le compte d'exécution du budget 2012 de l'APAQ-W est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>31</sup>. Celle-ci a communiqué ses observations au ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative par le rapport annexé à son courrier du 5 août 2014. Ce rapport fait notamment état de dépassements de crédits non limitatifs, à concurrence de 46.854 euros. Des crédits complémentaires devront être prévus.
5. Le compte d'exécution du budget 2012 de l'Iweps est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>32</sup>. Par le rapport annexé à son courrier du 17 juin 2014, la Cour a communiqué ses observations au ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports. Ce rapport fait notamment état de dépassements de crédits non limitatifs, à concurrence de 42.033 euros. Des crédits complémentaires devront être prévus.
6. Le compte d'exécution du budget 2012 du Crac est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>33</sup>. Par le rapport annexé à son courrier du 2 septembre 2014, la Cour a communiqué ses observations au ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative en attirant son attention sur l'absence de comptabilisation complète des opérations liées à l'activité du Centre.
7. Le compte d'exécution du budget 2012 de l'Issep n'avait pas été transmis à la date de la confection du présent compte général. Transmis le 21 janvier 2014, il a été déclaré contrôlé par la Cour le 21 octobre 2014.
8. Le compte d'exécution du budget 2012 du CRA-W n'a pas été transmis.
9. Le compte d'exécution du budget 2012 du CGT est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>34</sup>. Il tient notamment compte de la remarque de la Cour concernant le fait que les reports de crédits non dissociés de l'exercice antérieur (d'un montant de 1.964.095,65 euros) ne constituent pas des droits constatés de l'exercice. Dans le rapport annexé à son courrier du 19 mai 2015, la Cour a communiqué au ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ses observations. Ce rapport fait état notamment de dépenses et de recettes réalisées en l'absence de crédits régulièrement inscrits au budget de l'organisme, et ce à hauteur de 7.612.195,01 euros. Des crédits complémentaires devront dès lors être prévus.
10. Le compte d'exécution du budget 2012 de WBI est conforme à celui qui a été déclaré contrôlé par la Cour<sup>35</sup>. Alors que le budget de WBI consolidé avec celui du Bureau international de la jeunesse (BIJ) a été approuvé par les parlements de la Région wallonne et de la Communauté française, la Cour a relevé que le compte d'exécution de l'organisme ne reprend pas celui du BIJ en contravention à l'article 9 de son décret constitutif.

---

<sup>30</sup> Compte déclaré contrôlé par la Cour le 5 août 2014.

<sup>31</sup> Les comptes 2012 de l'APAQ-W ont été déclarés contrôlés par la Cour le 5 août 2014.

<sup>32</sup> Les comptes 2012 de l'Iweps ont été déclarés contrôlés par la Cour le 17 juin 2014.

<sup>33</sup> Les comptes 2012 du Crac ont été déclarés contrôlés par la Cour le 2 septembre 2014.

<sup>34</sup> Les comptes 2012 du CGT ont été déclarés contrôlés par la Cour le 19 mai 2015.

<sup>35</sup> Les comptes 2012 de WBI ont été déclarés contrôlés par la Cour le 22 juillet 2015.

#### 1.4.2.5. Résultats de l'exécution du budget des services d'administration générale

Le tableau synoptique suivant présente les résultats définitifs de l'exécution du budget de l'année 2012 du service public de Wallonie.

| <b>RÉSULTATS DÉFINITIFS</b>   |                             |
|---|-----------------------------|
| <b>A. ENGAGEMENTS</b>   |                             |
| 1. Engagements à la charge des crédits dissociés  | 3.665.918.260,76            |
| 2. Engagements à la charge des crédits variables  | 142.079.863,39              |
| 3. Engagements à la charge de la section particulière   | 76.606.066,42               |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS</b>  | <b>3.884.604.190,57</b>     |
| <b>B. RÉSULTATS DES OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>                                      |                             |
| 1. Recettes imputées, hors recettes affectées et hors produit d'emprunts                        | 6.721.072.796,19            |
| 2. Dépenses imputées  | 7.064.858.738,61            |
| <i>SOLDE BUDGÉTAIRE HORS EMPRUNTS</i>   | <i>-343.785.942,42</i>      |
| 3. Produit d'emprunts   | 300.000.000,00              |
| <b>SOLDE BUDGÉTAIRE DES OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>                                  | <b>-43.785.942,42</b>       |
| <b>C. RÉSULTATS DES CRÉDITS VARIABLES (FONDS ORGANIQUES)</b>                                    |                             |
| 1. Recettes imputées  | 155.763.484,32              |
| 2. Dépenses imputées  | 135.186.369,85              |
| <b>SOLDE BUDGÉTAIRE DES FONDS ORGANIQUES</b>  | <b>20.577.114,47</b>        |
| <b>D. RÉSULTATS DE LA SECTION PARTICULIÈRE</b>  |                             |
| 1. Recettes imputées  | 123.456.965,67              |
| 2. Dépenses imputées  | 82.731.246,86               |
| <b>SOLDE BUDGÉTAIRE DE LA SECTION PARTICULIÈRE</b>  | <b>40.725.718,81</b>        |
| <b>SOLDE BUDGÉTAIRE GLOBAL DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (B+C+D) pour l'année 2012</b> | <b><u>17.516.890,86</u></b> |

(en euros)

#### 1.4.3. Compte de trésorerie

Le compte de trésorerie doit exposer l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année concernée, pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins du pouvoir public, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières<sup>36</sup>. En bref, tous les encaissements et les décaissements de fonds, qui concrétisent des opérations budgétaires, patrimoniales ou purement financières, doivent être enregistrés dans ce compte. Il doit être en outre complété par une situation de la dette publique.

##### 1.4.3.1. Données et résultats du compte

Le compte présenté dans le compte général 2012 est conforme aux prescriptions légales. Partant des soldes reportés, il récapitule les mouvements créditeurs et débiteurs, en les distinguant selon la nature budgétaire ou non des opérations concernées, avant de fixer les soldes à reporter. Il résulte de la centralisation des écritures des comptes des comptables, principalement du comptable centralisateur, des receveurs des taxes et redevances et du receveur général. Outre ce compte en euros, le compte général reprend aussi le compte en

<sup>36</sup> Voir le point 1.1 *Dispositions légales et administratives*.

devises étrangères, étant entendu que la Région wallonne règle ses paiements à l'étranger en achetant préalablement les devises nécessaires.

En premier lieu, la Cour s'est assurée de la concordance des données du compte de trésorerie avec celles des comptes des comptables susmentionnés, tels que son collègue les avait arrêtés. Elle n'a relevé aucune divergence. Le compte de trésorerie, en euros, des services d'administration générale est présenté ci-après dans une forme agrégée.

| <b>COMPTE DE TRÉSORERIE DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE</b>  |                         |                          |                          |                          |
|--|-------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
|  | Soldes au<br>31.12.2011 | Crédits                  | Débits                   | Soldes au<br>31.12.2012  |
| 1. Solde cumulé des opérations budgétaires (y compris le solde issu de la clôture de la comptabilité de la trésorerie nationale) | 1.148.681.694,08        |                          |                          | 1.148.681.694,08         |
| 2. Opérations budgétaires  | 335.050,21              | 7.299.509.367,73         | 7.719.514.401,15         | -419.669.983,21          |
| 3. Opérations restant à imputer budgétairement   | -376,62                 | 700.325,82               | 700.338,48               | -389,28                  |
| 4. Opérations non budgétaires*   | -2.018.674.858,76 **    | 12.340.487.189,30        | 12.211.264.474,39        | -1.889.452.143,85        |
| <b>TOTAL des fonds propres</b>   | <b>-869.658.491,09</b>  | <b>19.640.696.882,85</b> | <b>19.931.479.214,02</b> | <b>-1.160.440.822,26</b> |
| <b>5. Fonds de tiers</b>   | <b>5.180.245,42 **</b>  | <b>1.004.026,33</b>      | <b>1.801.847,34</b>      | <b>4.382.424,41</b>      |
| <b>TOTAL général</b>   | <b>-864.478.245,67</b>  | <b>19.641.700.909,19</b> | <b>19.933.281.061,36</b> | <b>-1.156.058.397,85</b> |

(en euros)

\* Sont des opérations non budgétaires les mouvements de fonds entre les comptables faisant apparaître les encaisses subsistant au 31 décembre et résultant soit de recettes non encore versées dans la caisse centrale, soit de sommes imputées au budget mais non encore décaissées, soit encore de sommes payées par avance sur la caisse du comptable centralisateur.

\*\* Un montant de 193.098,44 euros correspondant à des recettes indues à rembourser à des tiers a été transféré des fonds de tiers vers les recettes non budgétaires. Le solde au 31 décembre 2011 des opérations non budgétaires diffère en outre de celui apparaissant au compte général 2011 à concurrence de 306.849,06 euros suite au retrait en 2012 du compte 091-0181167-97 de la fusion des comptes de la Région auprès de Belfius alors qu'il présentait un solde de 490.142,79 euros au 31 décembre 2011, à concurrence de 9.804,73 euros correspondant au débet total du compte 091-2150261-91 de la direction du support juridique et à concurrence de 0,02 euros suite à des erreurs d'arrondis dans le compte du receveur des taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (SAED).

La Cour a ensuite vérifié la cohérence des écritures comptables avec la situation de trésorerie du mois de décembre 2012 et les extraits des comptes financiers. Le résultat général du compte de la trésorerie de l'année 2012 se chiffre à -1.156.058.397,85 euros, y compris les fonds de tiers, et se ventile entre les divers comptes courants financiers ou autres valeurs disponibles de la manière suivante.

| <b>Soldes au<br/>31.12.2012</b>   |                          |
|---|--------------------------|
| <b>1. Comptes financiers</b>  |                          |
| 1.1. DEXIA  | <b>-1.156.058.397,86</b> |
| - Comptes 091 fusionnés   | -1.159.222.900,50        |
| - Comptes 091 non fusionnés   | 2.221.275,66             |
| - Comptes 068 (cafétérias)  | 76,50                    |
| - Recettes ERA/NET (231-61)   | 943.150,48               |
| 1.2. OFFICE DES CHÈQUES POSTAUX   | <b>0,00</b>              |
| <b>2. Placements en billet de trésorerie à la Division de la trésorerie</b> | <b>0,00</b>              |
| <b>3. Caisses comptables</b>  | <b>0,00</b>              |
| <b>4. Autres (chèques non endossés, paiements par carte, déficits)</b>      | <b>0,02</b>              |
| - Tests effectués par receveur des taxes SAED                               | 0,02                     |
| <b>TOTAL</b>  | <b>-1.156.058.397,84</b> |

*(en euros)*

La Cour fait observer que le solde financier, tel que repris dans les deux tableaux ci-avant, ne correspond pas strictement à la réalité. En effet, ce solde n'intègre pas le numéraire contenu dans les caisses de certains services décentralisés de l'ex-MRW, puisque le receveur général ne reçoit aucune information concernant ces encaisses qui ne figurent par conséquent ni dans son compte annuel, ni dans le compte général<sup>37</sup>. En revanche, les soldes des différentes caisses décentralisées de l'ex-MET sont bien repris de façon détaillée dans le compte général.

#### 1.4.3.2. Rapprochement des résultats financier et budgétaire

Le solde financier<sup>38</sup> brut, obtenu en comparant les encaissements (hors produit d'emprunts) aux décaissements, tels que mentionnés dans le compte général, s'élève à -590,8 millions d'euros.

|  |                          |
|--|--------------------------|
| <b>Recettes encaissées (hors emprunts)</b> | <b>19.340.696.882,85</b> |
| <b>Dépenses décaissées</b>                 | <b>19.931.479.214,02</b> |
| <b>SOLDE FINANCIER BRUT</b>                | <b>-590.782.331,17</b>   |

*(en euros)*

Le solde budgétaire de l'année 2012, tel qu'établi ci-avant hors produit d'emprunt, se chiffre à -282.483.109,14 euros. Pour effectuer le passage du solde budgétaire au solde financier, qui détermine les besoins réels de financement de l'année, il faut prendre en considération le report de paiement, à l'année suivante, d'ordonnances émises en fin d'exercice et la variation des comptes enregistraient les opérations de trésorerie que sont les opérations restant à imputer budgétairement et les opérations non budgétaires.

<sup>37</sup> Ce que la Cour avait critiqué dans son courrier daté du 28 août 2002 (réf. : F13 - 1.996.876 L1) et adressé à M. le vice-président et ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics du gouvernement wallon.

<sup>38</sup> Le solde financier brut comprend le montant des amortissements de la dette, en l'occurrence indirecte. En le déduisant, on obtient le solde financier net.

Les ordonnances imputées au budget de l'année 2011 mais payées en 2012 se sont élevées à 525.218.016,95 euros<sup>39</sup>, tandis que celles payées en 2013, bien qu'à la charge du budget de l'exercice 2012, s'élèvent à 88.479.971,12 euros.

Au total, les besoins de financement de l'année 2012 ont été majorés de la différence (436.738.045,83 euros) entre ces deux agrégats.

Par ailleurs, la variation globale des comptes de trésorerie, telle que reprise dans le compte général, s'est établie au montant de 129.222.702,25 euros<sup>40</sup>.

Le tableau suivant procède, sur la base des éléments qui précèdent, à la réconciliation du solde budgétaire et du solde financier et aboutit finalement à justifier l'exactitude de l'encaisse au 31 décembre 2012, non compris les fonds de tiers, telle qu'elle résulte du compte de trésorerie.

|   |                        |
|---|------------------------|
| <b>SOLDE BUDGÉTAIRE HORS EMPRUNTS</b>     | <b>-282.483.109,14</b> |
| Report de paiement des ordonnances        | -436.738.045,83        |
| Variation des opérations de trésorerie    | 129.222.702,25         |
| <b>SOLDE FINANCIER BRUT</b>               | <b>-589.998.452,72</b> |
| Produit d'emprunts                        | 300.000.000,00         |
| <b>SOLDE FINANCIER DÉFINITIF</b>          | <b>-289.998.452,72</b> |
| Encaisse au 1 <sup>er</sup> janvier 2012* | -869.658.491,09        |
| Encaisse au 31 décembre 2012              | -1.160.440.822,26      |
| <b>VARIATION DU SOLDE DE CAISSE**</b>     | <b>-290.782.331,17</b> |

(en euros)

\* Le solde au 1<sup>er</sup> janvier 2012 diffère à concurrence de 306.849,06 euros de celui au 31 décembre 2011 tel qu'il apparaît dans le compte général 2011 suite à :

- la sortie du compte 091-0181167-97 de l'Office wallon des déchets (intitulé « Récupération des aides agricoles ») de la liste des comptes fusionnés 2012 alors que son solde au 31 décembre 2011 s'élevait à 490.142,79 euros ;
- la prise en compte du débet total de la direction du support juridique à hauteur de 9.804,73 euros ;
- la globalisation dans les fonds de la Région wallonne des sommes à rembourser à des tiers avec les transferts internes soit une majoration de 193.098,44 euros ;
- des arrondis pour 0,02 euros.

\*\* Une différence existe entre la variation du solde de caisse et le solde financier définitif. Elle est due au fait que des recettes perçues par le receveur des taxes déchets en 2011 n'ont été budgétairement imputées qu'en 2012. Les recettes de trésorerie sont dès lors inférieures à concurrence de 783.878,45 euros aux recettes budgétaires. Cette différence explique aussi l'écart observé entre le solde financier brut calculé au départ du solde budgétaire et celui qui résulte de la différence entre les recettes encaissées et les dépenses décaissées (voir supra).

<sup>39</sup> Dans le compte général 2011, le montant des ordonnances imputées sur l'année budgétaire 2011 liquidées et payées en 2012 s'élevait à 731.146.772,81 euros, soit une différence de 205.852.941 euros par rapport au montant renseigné dans le présent compte général. Cette différence est due au fait que le montant mentionné dans le compte général 2011 tenait compte de deux ordonnances (11 48418 et 11 48419) liées à l'intervention de la Région dans la mise en liquidation volontaire du Holding communal. Or, ces ordonnances ont été imputées sur l'exercice 2011 et exécutées en 2012, mais n'ont en réalité jamais fait l'objet d'un décaissement et n'ont dès lors pas eu d'impact sur la trésorerie.

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <sup>40</sup> 1. Opérations restant à imputer budgétairement :                                  | -12,66                |
| soit 700.325,82 euros (crédits de l'année) – 700.338,48 euros (débits de l'année)               |                       |
| 2. Opérations non budgétaires :   | 129.222.714,91        |
| soit 12.340.487.189,30 euros (crédits de l'année) – 12.211.264.474.39 euros (débits de l'année) |                       |
| <b>Total</b>  | <b>129.222.702,25</b> |

Comme le montre le tableau ci-dessus, le solde financier de l'exercice s'élève à -290,0 millions d'euros. Ce solde positif représente le déficit brut de trésorerie de l'année. Il correspond à l'augmentation du découvert de l'encaisse globale entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012.

La centralisation des trésoreries a permis d'améliorer la situation de la trésorerie wallonne. En effet, l'apport à l'encaisse régionale de la trésorerie des organismes d'intérêt public au 31 décembre 2012 s'élevait à 1.371,1 millions d'euros, ce qui porte le solde global consolidé à 210,7 millions d'euros. Ce résultat traduit une détérioration de 62,3 millions d'euros par rapport à l'année précédente (273,0 millions d'euros en 2011).

Les chiffres mentionnés dans le tableau ci-avant diffèrent de ceux dégagés par la préfiguration qui a arrêté le solde brut à financer à -687,0 millions d'euros, tandis que le solde définitif (ou solde net à financer) ainsi que la variation du solde de caisse s'établissaient au montant de -290,8 millions d'euros.

Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus reflètent le solde de l'ensemble des comptes de la Région wallonne (y compris les comptes dits « hors fusion » mais à l'exception des comptes de tiers) et notamment les comptes 068, les comptes CCP, les déficits ainsi que le compte relatif au projet ERÂ/NET (231-61). À l'opposé, les chiffres de la préfiguration, basés sur les données fournies en son temps par le département de la trésorerie du service public de Wallonie, reprennent essentiellement les variations et les soldes des comptes faisant partie de la « fusion » des comptes ouverts auprès de Belfius banque. Cette « fusion » inclut notamment certains comptes de tiers. En outre, les chiffres sur lesquels le compte général est établi incluent les comptes relatifs à une série de projets européens spécifiques<sup>41</sup>, et relevant de la « fusion » selon Belfius, qui ne figuraient pas dans les tableaux de la situation mensuelle de la trésorerie générale wallonne ayant servi à établir la préfiguration. Enfin, la situation mensuelle de trésorerie de décembre incluait le solde du compte intitulé « Transit fonds CEE », qui figure, à tort<sup>42</sup>, en « hors fusion » selon Belfius.

En outre, en matière de comptabilisation des montants empruntés, l'optique retenue dans le compte général est la prise en compte du montant imputé budgétairement alors que celle de la préfiguration tient compte du produit des emprunts réellement perçus en trésorerie.

#### **1.4.3.3. Situation de la dette publique**

Un tableau présentant les fluctuations et la situation de la dette publique au terme de l'exercice est joint au compte de trésorerie 2012. Cette situation concerne la dette directe à plus d'un an, liée aux activités des services d'administration générale. En ce qui concerne les entreprises régionales, les services à gestion séparée et les organismes d'intérêt public, les dettes à moins d'un an, figurant au passif de leur bilan<sup>43</sup>, ne proviennent pas d'emprunts et ne peuvent donc être ajoutées à la dette directe régionale.

En 2012, l'encours de cet endettement en valeur nominale est passé de 4.843,0 millions d'euros à 5.350,9 millions d'euros<sup>44</sup>, augmentant ainsi de 507,9 millions d'euros.

Par ailleurs, la Cour rappelle que, au regard des exigences de la méthodologie SEC, la Région a décidé, à titre rétroactif, de reprendre en son nom, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, une partie de la dette indirecte. Cette opération a eu pour effet de porter la dette directe à 5.459,9 millions d'euros

---

<sup>41</sup> Projet FOREST/FOCUS, projet LIFE, projet LEONARDO, programme WALPHY, etc.

<sup>42</sup> Ce compte *Transit fonds CEE* est bien repris au compte général également.

<sup>43</sup> Voir le point 2.3 de l'annexe.

<sup>44</sup> Y compris la dette de 157,7 millions d'euros du Holding communal reprise par la Région suite à l'exécution de sa garantie.

au 31 décembre 2012. Cette reprise concerne pour l'essentiel la dette des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires (SPABS) et des dettes en provenance de la Société wallonne du crédit social (SWCS) et de la Société wallonne des eaux (SWDE), dont la Région assurait en fait la charge.

L'encours de la dette directe à court terme, résultant de l'émission de billets de trésorerie, est nul au 31 décembre 2012.

La dette directe consolidée de la Région, y compris l'opération de reprise d'une partie de la dette indirecte et de la dette du Holding communal, a généré des charges d'intérêts de 217,5 millions d'euros, ce qui représente un taux moyen implicite<sup>45</sup> de 3,98 %.

Bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans le compte général 2012, la Région wallonne est également redevable d'une dette indirecte. Dans son rapport d'avril 2015, l'Institut des comptes nationaux (ICN) a estimé la dette indirecte régionale à 12.475,7 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Cette dette indirecte intègre notamment la dette des sociétés de logement pour 6.256,4 millions d'euros et la dette dont la Région est redevable envers le Fonds d'amortissement des emprunts du logement social (Fadels) en acquittement du montant dû par la Société wallonne du logement. Cette dette relative au Fadels, que la Région s'est engagée<sup>46</sup> à rembourser intégralement au plus tard le 6 janvier 2025, s'élève à 790,2 millions d'euros.

La dette indirecte inclut également la dette des institutions reprises dans le périmètre de consolidation<sup>47</sup>, ainsi que les engagements de remboursement par la Région wallonne des emprunts conclus dans le cadre des missions déléguées et du financement alternatif.

Au total, en additionnant dette directe (5.459,9 millions d'euros) et dette indirecte (12.472,7 millions d'euros), l'ICN a chiffré la dette wallonne à 117.932,6 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Enfin, la Cour signale que le solde du compte courant au 31 décembre 2012 était débiteur à concurrence de 1.160,4 millions d'euros tandis que l'impact positif de la centralisation des trésoreries des organismes se chiffrait à 1.371,1 millions d'euros.

\*  
\* \*

En ce qui concerne les entreprises régionales, les services à gestion séparée et les organismes d'intérêt public, les dettes à moins d'un an figurant au passif de leur bilan<sup>48</sup> ne proviennent pas d'emprunts et ne peuvent donc être ajoutées à la dette directe régionale.

#### **1.4.3.4. Placements**

En 2012, comme au cours des années précédentes, les excédents de trésorerie ont principalement été utilisés pour faire face aux besoins de financement. Ils ont toutefois donné lieu à des opérations de placement à 207 reprises au cours de l'année. Le montant total nominal de ces placements en billets de trésorerie de la Communauté française, des

---

<sup>45</sup> Taux calculé en rapportant le montant total des intérêts payés annuellement au stock de dettes au 31 décembre.

<sup>46</sup> En vertu de la convention du 6 juillet 2004 entre le gouvernement wallon et le Fadels.

<sup>47</sup> La liste des unités publiques du secteur des administrations publiques de la Région wallonne a également été revue par l'ICN en avril 2014 et septembre 2014.

<sup>48</sup> Voir le point 2.3 de l'annexe.



provinces de Liège et de Hainaut, de villes et de CPAS mais également de l'académie de l'UCL, ainsi qu'un dépôt auprès de la banque Belfius s'est élevé à 2.654,6 millions d'euros. Ces placements sont inférieurs à ceux réalisés en 2011 (3.157,1 millions d'euros). Leur durée moyenne a été de 28 jours et leur rendement a atteint 3,0 millions d'euros (comme en 2011).

#### **1.4.4. Compte des variations du patrimoine et bilan**

Les opérations patrimoniales sont celles qui influencent l'actif ou le passif du bilan du pouvoir public. De manière générale, elles concernent les biens meubles et immeubles, les participations, les créances, les avoirs financiers et la dette.

Établi en application des articles 82 à 84 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte des variations du patrimoine de la Région (services d'administration générale), présenté dans le compte général, expose, en regard des diverses rubriques patrimoniales, les mouvements débiteurs et créditeurs enregistrés durant l'année budgétaire 2011. Ces écritures, cumulées aux soldes reportés de l'année 2010, aboutissent aux soldes à reporter en 2012.

On rappellera que les soldes<sup>49</sup> issus de la clôture de la comptabilité tenue par la trésorerie nationale, à savoir ceux du compte général 1990, ont été injectés dans la situation patrimoniale de la Région lors de l'élaboration du compte général 1998.

Ces montants ont toutefois été transposés tels qu'ils apparaissaient dans le compte 1990. Comme dans ses rapports précédents, la Cour souligne que la valeur des actifs repris au bilan ne correspond sans doute plus à leur valeur réelle. Des rectifications s'avèreront dès lors nécessaires lors de l'instauration de la nouvelle comptabilité publique qui nécessitera la confection d'un bilan d'ouverture donnant une image fidèle du patrimoine de la Région.

La Cour souligne par ailleurs que, depuis 2002, le compte des variations du patrimoine fait état des biens acquis par l'ex-MET par le biais de la procédure d'avances de fonds. La Région n'a toutefois pas réussi à enregistrer les biens acquis via la même procédure au cours des années antérieures.

En 2012, le patrimoine régional (terrains, immeubles, travaux, matériel, participations et créances) a globalement augmenté de 256.433.285,11 euros. La trésorerie a, quant à elle, diminué, durant cette même année, de -290.782.331,17 euros. La variation totale du patrimoine se solde finalement par une diminution de 34.349.046,07 euros.

Un bilan des services d'administration générale figure également dans le compte général 2012. Divers audits réalisés par la Cour durant les années 2013 et 2014<sup>50</sup> ont démontré que les soldes de certaines rubriques figurant au bilan, comme les actifs immobilisés ainsi que les dettes et participations financières, ne reflètent pas une image fidèle de la réalité et devraient, dès lors, faire l'objet d'une mise à jour complète. Actuellement, les inventaires des immobilisés et des dettes ne sont ni exhaustifs ni fiables. En outre, la comptabilisation des amortissements sur les immobilisés devrait être totalement revue<sup>51</sup>. Au 31 décembre 2012, le total de ce bilan atteint 8.246.899.182,66 euros. À l'actif, ce montant correspond exclusivement à la valeur des immobilisés.

---

<sup>49</sup> La valeur brute (54.000.627.791 francs, soit 1.338.640.596,31 euros), au 31 décembre 1990, des actifs immobilisés ainsi que les amortissements ont été incorporés dans le compte des variations du patrimoine de l'année 1998.

<sup>50</sup> Analyses réalisées dans le cadre de l'examen des dettes et participations de la Région wallonne et de l'audit relatif à la gestion des inventaires au sein du service public de Wallonie.

<sup>51</sup> Chaque bien n'est amorti qu'une seule fois, durant l'année de son acquisition.

Une situation de l'encours des engagements, à la charge des crédits dissociés, des crédits variables et de la section particulière, clôture le compte des variations du patrimoine. Le tableau ci-après montre l'évolution globale de cet encours durant l'année budgétaire 2012<sup>52</sup>.

| ENCOURS DES ENGAGEMENTS   |    |  | Crédits dissociés       | Crédits variables    | Section particulière  | Total                   |
|---------------------------|----|--|-------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------|
| Encours initial           | au |  | 3.543.457.290,88        | 90.784.437,23        | 339.490.581,09        | 3.973.732.309,20        |
|                           |    |  |                         |                      |                       | 01..1.2012              |
| Engagements (+)           |    |  | 3.665.918.260,76        | 142.079.863,39       | 76.606.066,42         | 3.884.604.190,57        |
| Ordonnancements (-)       |    |  | 3.275.413.239,74        | 135.186.369,85       | 82.731.246,86         | 3.493.330.856,45        |
| Annulations de visas (-)  |    |  | 162.745.096,30          | 1.574.722,51         | 5.918.939,83          | 170.238.758,64          |
| Encours cumulé            | au |  | <b>3.771.217.215,60</b> | <b>96.103.208,26</b> | <b>327.446.460,82</b> | <b>4.194.766.884,68</b> |
|                           |    |  |                         |                      |                       | 31.12.2012              |
| Variation de l'année 2012 |    |  | 227.759.924,72          | 5.318.771,03         | -12.044.120,27        | 221.034.575,48          |

(en euros)

Le montant de l'encours des engagements est également repris au bas de la page établissant le bilan des services d'administration générale sous la rubrique « hors bilan ».

#### 1.4.5. Annexes au compte général<sup>53</sup>

Conformément aux dispositions des articles 1, 93, § 1<sup>er</sup>, 119 et 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le compte général comporte le bilan et le compte de résultats des entités à gestion autonome. Il ne présente toutefois que les situations comptables des entités qui en produisent et dont les comptes ont été contrôlés par la Cour. Dans ce rapport, elles sont reprises<sup>54</sup> suivant un schéma uniforme simplifié.

### 1.5. Déclaration de fin de contrôle

En sa séance du 4 août 2015, la Cour a déclaré clôturée la vérification du compte général de la Région wallonne pour l'année 2012 et a adopté le présent rapport.

Les résultats arrêtés par la Cour, destinés à l'établissement du projet de décret de règlement définitif du budget, figurent au point 2.1 de l'annexe ci-après. Ils sont appuyés de tableaux analytiques repris à l'annexe suivante.

<sup>52</sup> Des développements détaillés figurent dans la préfiguration de l'année 2012.

<sup>53</sup> Voir le point 2.3 de l'annexe.

<sup>54</sup> Voir le point 2.3 de l'annexe.

## **2. ANNEXES**

## 2.1. Conclusions de la Cour relativement au compte d'exécution du budget des services d'administration générale, ainsi que des services et organismes autonomes

La Cour propose d'arrêter comme suit les différents comptes d'exécution du budget de l'année 2012.

### PREMIÈRE PARTIE : SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉGION WALLONNE

| <b>A. ENGAGEMENTS</b>  |                  |
|--|------------------|
| <b>· À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS</b>   |                  |
| Les crédits ouverts par les décrets budgétaires, à   | 3.821.336.000,00 |
| Les engagements imputés, à   | 3.665.918.260,76 |
| Le montant des crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à   | 155.417.739,24   |
| <b>· À LA CHARGE DES CRÉDITS VARIABLES</b>   |                  |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à   | 141.568.000,00   |
| Les crédits disponibles pour l'engagement des dépenses, à  | 308.015.388,63   |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à   | 152.251.904,31   |
| - dont les recettes de l'année, à  | 155.763.484,32   |
| Les engagements, à   | 142.079.863,39   |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à   | -511.863,39      |
| Le montant de l'annulation des visas antérieurs, à   | 1.574.722,51     |
| Le solde reporté à l'année suivante, à   | 167.510.247,75   |
| <b>· À LA CHARGE DE LA SECTION PARTICULIÈRE</b>  |                  |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à   | 225.000.000,00   |
| Les crédits disponibles pour l'engagement des dépenses, à  | -286.751.976,83  |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à   | -410.208.942,50  |
| - dont les recettes de l'année, à  | 123.456.965,67   |
| La variation des engagements, à  | 70.687.126,59    |
| - dont les engagements de l'exercice, y compris ceux autorisés par les décrets budgétaires sans limitation de montant, à | 76.606.066,42    |
| - moins le montant des annulations des visas antérieurs, à   | 5.918.939,83     |
| Le solde reporté à l'année suivante, à   | -357.439.103,42  |
| <b>B. OPÉRATIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>   |                  |
| <b>· RECETTES</b>  |                  |
| Les prévisions, à  | 6.757.847.000,00 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à   | 6.757.847.000,00 |
| - dont le produit d'emprunt, à   | 0,00             |
| Les droits constatés, à  | 7.090.494.293,31 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à   | 6.790.494.293,31 |
| - dont le produit d'emprunts, à  | 300.000.000,00   |
| Les recettes imputées, à   | 7.021.072.796,19 |
| - dont les recettes courantes et de capital, à   | 6.721.072.796,19 |
| - dont le produit d'emprunts, à  | 300.000.000,00   |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à  | 69.421.497,12    |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à  | 24.881.370,44    |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à  | 44.540.126,68    |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à   | -263.225.796,19  |
| <b>· DÉPENSES</b>  |                  |
| Les moyens de paiement alloués par les décrets budgétaires, à  | 7.413.704.000,00 |
| - dont les crédits non dissociés, à  | 3.767.927.000,00 |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnement, à  | 3.645.777.000,00 |
| Les crédits reportés de l'année budgétaire précédente, à   | 455.826.705,36   |
| - dont les crédits non dissociés, à  | 455.826.705,36   |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnement, à  | 0,00             |
| Le total des crédits, à  | 7.869.530.705,36 |
| - dont les crédits non dissociés, à  | 4.223.753.705,36 |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnement, à  | 3.645.777.000,00 |
| Les ordonnancements, à   | 7.064.858.738,61 |
| - dont à la charge des crédits non dissociés, à  | 3.789.445.498,87 |
| - dont à la charge des crédits dissociés d'ordonnement, à  | 3.275.413.239,74 |
| Les ordonnancements à  | 7.064.858.738,61 |
| - dont les dépenses relatives aux prestations d'années antérieures, à  | 49.164.646,48    |

|   |                      |
|---|----------------------|
| - dont les dépenses relatives aux prestations de l'année en cours, à                                      | 7.015.694.092,13     |
| La différence entre les crédits et les ordonnancements, à   | 804.671.966,75       |
| Les crédits complémentaires à allouer par le décret de règlement définitif du budget, à                   | 0,00                 |
| Les crédits reportés à l'année budgétaire suivante, à   | 291.153.313,92       |
| - dont les crédits non dissociés, à   | 291.153.313,92       |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnement, à   | 0,00                 |
| Les crédits à annuler à la fin de l'année budgétaire, à   | 513.464.705,25       |
| - dont les crédits non dissociés, à   | 143.100.944,99       |
| - dont les crédits dissociés d'ordonnement, à   | 370.363.760,26       |
| <b>RÉSULTAT</b>   |                      |
| Le résultat des recettes et des dépenses courantes et de capital, à                                       | -43.785.942,42       |
| - soit les recettes, y compris le produit d'emprunt, de   | 7.021.072.796,19     |
| - moins les dépenses de   | 7.064.858.738,61     |
| <b>C. FONDS ORGANIQUES (CRÉDITS VARIABLES)</b>  |                      |
| <b>RECETTES AFFECTÉES</b>   |                      |
| Les prévisions, à   | 141.568.000,00       |
| Les droits constatés, à   | 195.715.813,72       |
| Les recettes imputées, à  | 155.763.484,32       |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à                                   | 39.952.329,40        |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à   | 9.448.153,60         |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à   | 30.504.175,80        |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | -14.195.484,32       |
| <b>DÉPENSES</b>   |                      |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à  | 141.568.000,00       |
| Les recettes disponibles pour l'ordonnement des dépenses, à   | 398.799.825,86       |
| - dont les recettes reportées de l'année précédente, à  | 243.036.341,54       |
| - dont les recettes de l'année, à   | 155.763.484,32       |
| Les ordonnancements, à  | 135.186.369,85       |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à                                    | 6.381.630,15         |
| Le solde reporté à l'année suivante, à  | 263.613.456,01       |
| <b>RÉSULTAT</b>   |                      |
| Le résultat des recettes et des dépenses des fonds organiques, à  | 20.577.114,47        |
| - soit les recettes de l'année de   | 155.763.484,32       |
| - moins les dépenses de   | 135.186.369,85       |
| <b>D. SECTION PARTICULIÈRE</b>  |                      |
| <b>RECETTES</b>   |                      |
| Les prévisions, à   | 220.735.000,00       |
| Les droits constatés, à   | 132.955.394,22       |
| Les recettes imputées, à  | 123.456.965,67       |
| Les droits constatés restant à apurer à la fin de l'année budgétaire, à                                   | 9.498.428,55         |
| - dont les droits annulés ou portés en surséance indéfinie, à   | 1.607.234,05         |
| - dont les droits reportés à l'année budgétaire suivante, à   | 7.891.194,50         |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 97.278.034,33        |
| <b>DÉPENSES</b>   |                      |
| L'estimation des dépenses, portée au budget, à  | 225.000.000,00       |
| Les recettes disponibles, pour l'ordonnement des dépenses, à  | -286.751.976,83      |
| - dont le solde reporté de l'année précédente, à  | -410.208.942,50      |
| - dont les recettes de l'année, à   | 123.456.965,67       |
| Les ordonnancements, à  | 82.731.246,86        |
| La différence entre les estimations et les réalisations de dépenses, à                                    | 142.268.753,14       |
| Le solde reporté à l'année suivante, à  | -29.992.642,60       |
| <b>RÉSULTAT</b>   |                      |
| Le résultat des recettes et des dépenses de la section particulière, à                                    | 40.725.718,81        |
| - soit les recettes de l'année de   | 123.456.965,67       |
| - moins les dépenses de   | 82.731.246,86        |
| <b>E. RÉSULTAT GLOBAL DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>  |                      |
| Les opérations courantes et de capital présente un solde débiteur de                                      | -43.785.942,42       |
| La différence entre les recettes de l'année et les dépenses des fonds organiques est de                   | 20.577.114,47        |
| La différence entre les recettes de l'année et les dépenses de la section particulière est de             | 40.725.718,81        |
| <b>En conclusion, le solde budgétaire de l'année 2012 est un excédent de dépenses sur les recettes de</b> | <b>17.516.890,86</b> |

(en euros)

## DEUXIÈME PARTIE : ENTREPRISES RÉGIONALES

### OFFICE WALLON DES DÉCHETS

| <b>A. RECETTES</b>  |               |
|---|---------------|
| Les prévisions, à   | 44.747.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 35.521.464,89 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 9.225.535,11  |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |               |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 44.747.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 33.755.477,79 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 27.000,00     |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 11.018.522,21 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Office wallon des déchets, à  | 1.765.987,10  |
| - soit les recettes de  | 35.521.464,89 |
| - moins les dépenses de   | 33.755.477,79 |

(en euros)

## TROISIÈME PARTIE : SERVICES RÉGIONAUX À GESTION SÉPARÉE

### AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT

La Cour a refusé de déclarer contrôlé le compte de l'Agence tel qu'il lui a été présenté. Ce compte devra être représenté après que les corrections adéquates aient été effectuées.

## QUATRIÈME PARTIE : ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC DE CATÉGORIE A ET SUI GENERIS

### 1. AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ

| <b>A. RECETTES</b>  |              |
|---|--------------|
| Les prévisions, à   | 9.019.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 9.201.152,82 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | -182.152,82  |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |              |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 9.919.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 8.416.384,67 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 46.854,42    |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 1.549.469,75 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |              |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité, à                           | 784.768,15   |
| - soit les recettes de  | 9.201.152,82 |
| - moins les dépenses de   | 8.416.384,67 |

(en euros)

## 2. CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES

| <b>A. RECETTES</b>  |              |
|---|--------------|
| Les prévisions, à   | 4.720.800,00 |
| Les recettes imputées, à  | 4.443.327,77 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 277.472,23   |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |              |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 5.270.800,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 4.308.507,25 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 0,00         |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 962.292,75   |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |              |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Centre régional d'aide aux communes, à  | 134.820,52   |
| - soit les recettes, de   | 4.443.327,77 |
| - moins les dépenses, de  | 4.308.507,25 |

(en euros)

## 3. ISSEP

Les comptes 2012 de cet organisme n'incluaient aucun compte d'exécution du budget. Ce dernier sera présenté séparément et devra faire l'objet d'un règlement définitif ultérieur.

## 4. INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON

| <b>A. RECETTES</b>  |               |
|---|---------------|
| Les prévisions, à   | 14.310.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 11.613.362,16 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 2.696.637,84  |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |               |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 17.013.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 15.000.485,54 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 385.949,00    |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 2.398.463,46  |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Institut du patrimoine wallon, à  | -3.387.123,38 |
| - soit les recettes de  | 11.613.362,16 |
| - moins les dépenses de   | 15.000.485,54 |

(en euros)

## 5. FONDS PISCICOLE DE WALLONIE

| <b>A. RECETTES</b>  |              |
|---|--------------|
| Les prévisions, à   | 1.050.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 1.096.064,50 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | -46.064,50   |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |              |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 1.343.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 1.155.894,11 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 0,00         |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 187.105,89   |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |              |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds piscicole de Wallonie, à  | -59.829,61   |
| - soit les recettes de  | 1.096.064,50 |
| - moins les dépenses de   | 1.155.894,11 |

(en euros)

## 6. INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

|   |              |
|---|--------------|
| <b>A. RECETTES</b>  |              |
| Les prévisions, à   | 6.531.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 5.871.104,64 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 659.895,36   |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |              |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 8.836.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 5.547.503,73 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 42.032,80    |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 3.330.529,07 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |              |
| Le résultat des recettes et des dépenses de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, à                  | 323.600,91   |
| - soit les recettes de  | 5.871.104,64 |
| - moins les dépenses de   | 5.547.503,73 |

(en euros)

## 7. FONDS D'ÉGALISATION DES BUDGETS DE LA RÉGION WALLONNE

|   |      |
|---|------|
| <b>A. RECETTES</b>  |      |
| Les prévisions, à   | 0,00 |
| Les recettes imputées, à  | 0,00 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 0,00 |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |      |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 0,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 0,00 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 0,00 |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 0,00 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |      |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne, à                                      | 0,00 |
| - soit les recettes de  | 0,00 |
| - moins les dépenses de   | 0,00 |

(en euros)

## 8. CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES

Les comptes de cet organisme n'ont pas été transmis à la Cour des comptes, ni à l'administration.

## 9. COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME

|   |               |
|---|---------------|
| <b>A. RECETTES</b>  |               |
| Les prévisions, à   | 56.094.194,00 |
| Les recettes imputées, à  | 55.555.815,94 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 538.378,06    |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |               |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 56.094.194,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 53.427.619,95 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 7.612.193,01  |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 10.278.767,06 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Commissariat général au tourisme, à   | 2.128.195,99  |
| - soit les recettes de  | 55.555.815,94 |
| - moins les dépenses de   | 53.427.619,95 |

(en euros)



## 10. WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL

| <b>A. RECETTES</b>  |               |
|---|---------------|
| Les prévisions, à   | 64.858.000,00 |
| Les recettes imputées, à  | 61.379.202,40 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  | 3.478.797,60  |
| <b>B. DÉPENSES</b>  |               |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à  | 74.911.000,00 |
| Les dépenses imputées, à  | 63.602.357,38 |
| Les dépassements de crédits à régulariser par l'inscription de crédits complémentaires dans le décret de règlement définitif du budget, à | 0,00          |
| Le montant des crédits à annuler, à   | 11.308.642,62 |
| <b>C. RÉSULTAT</b>  |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses de Wallonie-Bruxelles International, à   | -2.223.154,98 |
| - soit les recettes de  | 61.379.202,40 |
| - moins les dépenses de   | 63.602.357,38 |

(en euros)

## **2.2. Tableaux relatifs au compte d'exécution du budget des services d'administration générale**

- 2.2.1. Engagements à la charge des crédits dissociés**
- 2.2.2. Compte d'exécution du budget des recettes**
- 2.2.3. Compte d'exécution du budget des dépenses courantes et de capital**
- 2.2.4. Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des fonds organiques (crédits variables)**
- 2.2.5. Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements de la section particulière**

**1. ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS 2012**

| <b>Budget</b>                    | <b>Crédits affectés par décret</b> | <b>Crédits reportés de l'année précédente</b> | <b>Total des crédits</b> | <b>Engagements comptabilisés pendant l'année</b> | <b>Engagements excédant les crédits</b> | <b>Crédits excédant les engagements</b> | <b>Crédits disponibles</b> | <b>Crédits reportés à l'année suivante</b> | <b>Crédits à annuler</b> |
|----------------------------------|------------------------------------|---|--------------------------|--|---|---|----------------------------|--|--------------------------|
| <b>I. OPERATIONS COURANTES</b>   | 2.422.595.000,00                   |   | 2.422.595.000,00         | 2.383.435.803,75                                 |   |   | 39.159.196,25              |  | 39.159.196,25            |
| <b>II. OPERATIONS DE CAPITAL</b> | 1.398.741.000,00                   |   | 1.398.741.000,00         | 1.282.482.457,01                                 |   |   | 116.258.542,99             |  | 116.258.542,99           |
| <b>TOTAL I ET II</b>             | 3.821.336.000,00                   |   | 3.821.336.000,00         | 3.665.918.260,76                                 |   |   | 155.417.739,24             |  | 155.417.739,24           |

(en euros)

**2. COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012 - RECETTES**

| Nature des recettes              | SITUATION DES RECETTES |                         |                          |   |   | DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET RECETTES COMPTABILISEES |   |  |                    |
|----------------------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|---|---|---|---|--|--------------------|
|                                  | Prévisions<br>(1)      | Droits constatés<br>(2) | Recettes imputées<br>(3) | Différence entre droits constatés et recettes imputées<br>(4) | À annuler ou à porter en surseance indéfinie<br>(5) | À reporter<br>(6)                                       | Prévisions supérieures au recouvrement<br>(7) | Recouvrement supérieur aux prévisions<br>(8) | Différences<br>(9) |
| <b>Recettes courantes</b>        |                        |                         |                          |   |   |   |   |  |                    |
| Recettes fiscales                | 1.809.744.000,00       | 1.761.070.685,58        | 1.757.775.218,29         | 3.295.467,29  | 1.979.731,30  | 1.315.735,99  | 231.879.189,29                                | 179.910.407,58                               |                    |
| Recettes non fiscales            | 4.117.089.000,00       | 4.132.541.946,66        | 4.119.496.878,98         | 13.045.067,68   | 2.186.353,47  | 10.858.714,21   | 3.208.572,19                                  | 5.616.551,17                                 |                    |
| Recettes spécifiques             | 230.220.000,00         | 227.064.049,98          | 223.576.105,79           | 3.487.944,19  | 2.669.631,56  | 818.312,63  | 8.774.429,16                                  | 2.130.534,95                                 |                    |
| <i>Total</i>                     | 6.157.053.000,00       | 6.120.676.682,22        | 6.100.848.203,06         | 19.828.479,16   | 6.835.716,33  | 12.992.762,83   | 243.862.190,64                                | 187.657.493,70                               |                    |
| <b>Recettes affectées</b>        | 141.098.000,00         | 160.207.851,88          | 137.126.319,63           | 23.081.532,25   | 5.390.464,33  | 17.691.067,92   | 6.975.287,86                                  | 3.003.607,49                                 |                    |
| <b>Total recettes courantes</b>  | 6.298.151.000,00       | 6.280.884.534,10        | 6.237.974.522,69         | 42.910.011,41   | 12.226.180,66                                       | 30.683.830,75   | 250.837.478,50                                | 190.661.101,19                               |                    |
| <b>Recettes de capital</b>       |                        |                         |                          |   |   |   |   |  |                    |
| Recettes fiscales                | 589.411.000,00         | 620.196.526,66          | 608.449.810,36           | 11.746.716,30   | 11.746.716,30                                       | 0,00  | 0,00  | 19.038.810,36                                |                    |
| Recettes non fiscales            | 2.616.000,00           | 4.602.994,77            | 4.106.605,39             | 496.389,38  | 43.345,93   | 453.043,45  | 133.473,43                                    | 1.624.078,82                                 |                    |
| Recettes spécifiques             | 8.767.000,00           | 45.018.089,66           | 7.668.177,38             | 37.349.912,28   | 6.255.591,88  | 31.094.320,40   | 1.929.274,15                                  | 830.451,53                                   |                    |
| <i>Total</i>                     | 600.794.000,00         | 669.817.611,09          | 620.224.593,13           | 49.593.017,96   | 18.045.054,11                                       | 31.547.363,85   | 2.062.747,58                                  | 21.493.340,71                                |                    |
| <b>Recettes affectées</b>        | 18.470.000,00          | 35.507.961,84           | 18.637.164,69            | 16.870.797,15   | 4.057.689,27  | 12.813.107,88   | 1.448.330,16                                  | 1.615.494,85                                 |                    |
| <b>Total recettes de capital</b> | 619.264.000,00         | 705.325.572,93          | 638.861.757,82           | 66.463.815,11   | 22.103.343,38                                       | 44.360.471,73   | 3.511.077,74                                  | 23.108.835,56                                |                    |
| <b>Produits des emprunts</b>     | 0,00                   | 300.000.000,00          | 300.000.000,00           | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 300.000.000,00                               |                    |
| <b>Total recettes affectées</b>  | 159.568.000,00         | 195.715.813,72          | 155.763.484,32           | 39.952.329,40   | 9.448.153,60  | 30.504.175,80   | 8.423.618,02                                  | 4.619.102,34                                 |                    |
| <b>Total autres recettes</b>     | 6.757.847.000,00       | 7.090.494.293,31        | 7.021.072.796,19         | 69.421.497,12   | 24.881.370,44                                       | 44.540.126,68   | 245.924.938,22                                | 509.150.834,41                               |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>             | 6.917.415.000,00       | 7.286.210.107,03        | 7.176.836.280,51         | 109.373.826,52  | 34.329.524,04                                       | 75.044.302,48   | 254.348.556,24                                | 513.769.936,75                               |                    |

(en euros)

**3. COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012 - DEPENSES**

| Nature des dépenses et crédits     | ALLOCATIONS DES CRÉDITS |                        |                 |                  |                  | SITUATION DES DÉPENSES |                     |                                   |                        |   |   |                                    |
|------------------------------------|-------------------------|------------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------------|---------------------|-----------------------------------|------------------------|---|---|------------------------------------|
|                                    | Budget initial          | Ajustement des crédits |                 | Crédits reportés |                  | Total                  | Totaux des dépenses | Opérations des années antérieures | Prestations de l'année | Paielements effectués, justifiés ou régularisés | Paielements restant à régulariser au 31.12.2013 | Crédits complémentaires à accorder |
| (1)                                | (2)                     | (3)                    | (4)             | (5)              | (6)              | (7)                    | (8)                 | (9)                               | (10)                   | (11)  | (12)  |                                    |
| <b>I. Dépenses courantes</b>       |                         |                        |                 |                  |                  |                        |                     |                                   |                        |   |   |                                    |
| a) crédits non dissociés           | 3.661.667,000,00        | 20.994,000,00          | -125.514,000,00 | 390.840,818,18   | 3.947.987,818,18 | 3.557.015,618,69       | 6.695,646,84        | 3.550.919,971,85                  | 3.557.015,618,69       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| b) crédits d'ordonnement           | 2.426.540,000,00        | 16.638,000,00          | -106.919,000,00 | 0,00             | 2.336.259,000,00 | 2.187.524,022,16       | 10.109,923,08       | 2.177.414,099,08                  | 2.187.524,022,16       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| = a + b                            | 6.088.207,000,00        | 37.632,000,00          | -232.433,000,00 | 390.840,818,18   | 6.281.246,818,18 | 5.745.139,640,85       | 16.805,569,92       | 5.728.334,070,93                  | 5.745.139,640,85       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| <b>2. Dépenses de capital</b>      |                         |                        |                 |                  |                  |                        |                     |                                   |                        |   |   |                                    |
| a) crédits non dissociés           | 248.668,000,00          | 191,000,00             | -38.079,000,00  | 64,985,887,18    | 275.765,887,18   | 231,829,880,18         | 781,131,90          | 231,048,748,28                    | 231,829,880,18         | 0,00  | 0,00  |                                    |
| b) crédits d'ordonnement           | 1.208,346,000,00        | 113,278,000,00         | -12,106,000,00  | 0,00             | 1.309,518,000,00 | 1.087,889,217,58       | 31,577,944,66       | 1,056,301,272,92                  | 1.087,889,217,58       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| = a + b                            | 1.457,014,000,00        | 113,469,000,00         | -50,185,000,00  | 64,985,887,18    | 1,385,283,887,18 | 1,319,719,097,76       | 32,359,076,56       | 1,287,360,021,20                  | 1,319,719,097,76       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| <b>II. Courantes et de capital</b> |                         |                        |                 |                  |                  |                        |                     |                                   |                        |   |   |                                    |
| a) crédits non dissociés           | 3.910,335,000,00        | 21,185,000,00          | -163,593,000,00 | 455,826,705,36   | 4.223,733,705,36 | 3.789,445,498,87       | 7,476,778,74        | 3,781,968,720,13                  | 3,789,445,498,87       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| b) crédits d'ordonnement           | 3.634,886,000,00        | 129,916,000,00         | -119,025,000,00 | 0,00             | 3,645,777,000,00 | 3.275,413,239,74       | 41,687,867,74       | 3.233,725,372,00                  | 3.275,413,239,74       | 0,00  | 0,00  |                                    |
| <b>Total général</b>               | 7.545,221,000,00        | 151,101,000,00         | -282,618,000,00 | 455,826,705,36   | 7,869,530,705,36 | 7,064,858,738,61       | 49,164,646,48       | 7,015,694,092,13                  | 7,064,858,738,61       | 0,00  | 0,00  |                                    |

(en euros)

**RÈGLEMENT DES CRÉDITS**

| <b>Nature des dépenses et crédits</b> | <b>Crédits reportés annulés en cours d'année</b><br>(13) | <b>Crédits non utilisés à annuler</b><br>(14) | <b>Total des crédits non utilisés</b> | <b>Crédits définitifs 2012</b><br>(15) |
|---------------------------------------|--|---|---------------------------------------|--|
| <b>I. 1. Dépenses courantes</b>       |  |   |                                       |  |
| a) crédits non dissociés              | 255.081.059,08   | 135.237.192,83                                | 135.291.140,41                        | 3.557.615.618,69                       |
| b) crédits d'ordonnement              | 0,00   | 148.734.977,84                                | 148.734.977,84                        | 2.187.524.022,16                       |
| = a + b                               | 255.081.059,08   | 283.972.170,67                                | 284.026.118,25                        | 5.745.139.640,85                       |
| <b>2. Dépenses de capital</b>         |  |   |                                       |  |
| a) crédits non dissociés              | 36.072.254,84  | 0,00  | 7.863.752,16                          | 231.829.880,18                         |
| b) crédits d'ordonnement              | 0,00   | 221.628.782,42                                | 221.628.782,42                        | 1.087.889.217,58                       |
| = a + b                               | 36.072.254,84  | 229.492.534,58                                | 229.492.534,58                        | 1.319.719.097,76                       |
| <b>II. Courantes et de capital</b>    |  |   |                                       |  |
| a) crédits non dissociés              | 291.153.313,92   | 143.100.944,99                                | 143.154.892,57                        | 3.789.445.498,87                       |
| b) crédits d'ordonnement              | 0,00   | 370.363.760,26                                | 370.363.760,26                        | 3.275.413.239,74                       |
| <b>Total général</b>                  | 291.153.313,92   | 513.464.705,25                                | 513.518.652,83                        | 7.064.858.738,61                       |

(en euros)

4 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS - CREDITS VARIABLES

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2012

| BUDGET                           | DÉPENSES PRÉVUES        |                           | RECETTES AFFECTÉES     |                                  | ENGAGEMENTS       | DIMINUTIONS DE VISAS |                | DISPONIBLE     | DÉPASSEMENTS   | SOLDE            |
|----------------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
|                                  | Solde 31.12.2011        | Année en cours            | Année en cours         | TOTAL                            |                   | Années antérieures   | 31.12.2012     |                |                |                  |
| (1)                              | (2)                     | (3)                       | (4)                    | (5)=(3)+(4)                      | (6)               | (7)                  | (8)            | (9)            | (10)=(8)+(9)   | (10)=(5)-(6)+(7) |
| <b>I. OPÉRATIONS COURANTES</b>   | 38.945.000,00           | 82.653.446,81             | 40.224.353,24          | 122.877.794,05                   | 52.305.039,20     | 256.709,86           | 70.829.464,71  | 0,00           | 70.829.464,71  |                  |
| <b>II. OPÉRATIONS DE CAPITAL</b> | 102.623.000,00          | 69.598.465,50             | 115.539.131,08         | 185.137.594,58                   | 89.774.824,19     | 1.318.022,65         | 96.680.783,04  | 0,00           | 96.680.783,04  |                  |
| <b>TOTAL I ET II</b>             | 141.568.000,00          | 152.251.904,31            | 155.763.484,32         | 308.015.388,63                   | 142.079.863,39    | 1.574.732,51         | 167.510.247,75 | 0,00           | 167.510.247,75 |                  |
| <b>BUDGET</b>                    | <b>DÉPENSES PRÉVUES</b> | <b>RECETTES AFFECTÉES</b> | <b>ORDONNANCEMENTS</b> | <b>PAIEMENTS NON RÉGULARISÉS</b> | <b>DISPONIBLE</b> | <b>DÉPASSEMENTS</b>  | <b>SOLDE</b>   |                |                |                  |
| (1)                              | (2)                     | (3)                       | (4)                    | (5)=(3)+(4)                      | (6)               | (7)                  | (8)=(5)-(6)    | (9)=(6)-(5)    | (10)=(8)+(9)   | (10)=(5)-(6)+(7) |
|                                  |                         | Solde 31.12.2011          | Année en cours         | TOTAL                            | 31.12.2012        | 31.12.2012           | 31.12.2012     |                |                |                  |
| <b>I. OPÉRATIONS COURANTES</b>   | 38.945.000,00           | 131.929.710,30            | 40.224.353,24          | 172.154.063,54                   | 35.339.402,18     | 136.814.661,36       | 0,00           | 136.814.661,36 |                |                  |
| <b>II. OPÉRATIONS DE CAPITAL</b> | 102.623.000,00          | 111.006.631,24            | 115.539.131,08         | 226.645.762,32                   | 99.846.967,67     | 126.798.794,65       | 0,00           | 126.798.794,65 |                |                  |
| <b>TOTAL I ET II</b>             | 141.568.000,00          | 243.036.341,54            | 155.763.484,32         | 398.799.825,86                   | 135.186.369,85    | 263.613.456,01       | 0,00           | 263.613.456,01 |                |                  |

(en euros)

**5 - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS - SECTION PARTICULIÈRE**

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2012

| <b>BUDGET</b>                    | <b>PRÉVISIONS RECETTES</b> | <b>DÉPENSES</b> | <b>SOLDE</b><br>31.12.2011 | <b>RECETTES</b> | <b>DISPONIBLE</b> | <b>ENGAGEMENTS</b>     | <b>DIMINUTIONS DE VISAS</b><br>Années antérieures | <b>SOLDE</b><br>31.12.2012 |
|----------------------------------|----------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|-------------------|------------------------|---|----------------------------|
| (1)                              | (2)                        | (3)             | (4)                        | (5)             | (6) = (4)+(5)     | (7)                    | (8)   | (9) = (6)-(7)+(8)          |
| <b>I. OPÉRATIONS COURANTES</b>   | 220.735.000,00             | 225.000.000,00  | -410.208.942,50            | 123.456.965,67  | -286.751.976,83   | 76.606.066,42          | 5.918.939,83                                      | -357.439.034,42            |
| <b>II. OPÉRATIONS DE CAPITAL</b> | 0,00                       | 0,00            | 0,00                       | 0,00            | 0,00              | 0,00                   | 0,00  | 0,00                       |
| <b>TOTAL I ET II</b>             | 220.735.000,00             | 225.000.000,00  | -410.208.942,50            | 123.456.965,67  | -286.751.976,83   | 76.606.066,42          | 5.918.939,83                                      | -357.439.034,42            |
| <b>BUDGET</b>                    | <b>PRÉVISIONS RECETTES</b> | <b>DÉPENSES</b> | <b>SOLDE</b><br>31.12.2011 | <b>RECETTES</b> | <b>DISPONIBLE</b> | <b>ORDONNANCEMENTS</b> | <b>DIFFÉRENCE</b><br>Recettes -Dépenses           | <b>SOLDE</b><br>31.12.2012 |
| (1)                              | (2)                        | (3)             | (4)                        | (5)             | (6)               | (7)                    | (9)   | (10)                       |
| <b>I. OPÉRATIONS COURANTES</b>   | 220.735.000,00             | 225.000.000,00  | -70.718.361,41             | 123.456.965,67  | 52.738.604,26     | 82.731.246,86          | 40.725.718,81                                     | -29.992.642,60             |
| <b>II. OPÉRATIONS DE CAPITAL</b> | 0,00                       | 0,00            | 0,00                       | 0,00            | 0,00              | 0,00                   | 0,00  | 0,00                       |
| <b>TOTAL I ET II</b>             | 220.735.000,00             | 225.000.000,00  | -70.718.361,41             | 123.456.965,67  | 52.738.604,26     | 82.731.246,86          | 40.725.718,81                                     | -29.992.642,60             |

(en euros)



## **2.3. Comptes de résultats et de bilan**

### **2.3.1. ENTREPRISES RÉGIONALES**

**2.3.1.1. OFFICE WALLON DES DÉCHETS**

### **2.3.2. SERVICES RÉGIONAUX À GESTION SÉPARÉE**

**2.3.2.1. AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT**

### **2.3.3. ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC**

**2.3.3.1. AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE  
AGRICULTURE DE QUALITÉ**

**2.3.3.2. INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON**

**2.3.3.3. FONDS POUR LE DÉSENDETTEMENT DE LA WALLONIE**

**2.3.3.4. FONDS PISCICOLE DE WALLONIE**

**2.3.3.5. INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET  
DE LA STATISTIQUE**

**2.3.3.6. CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES**

**2.3.3.7. INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC**

**2.3.3.8. CENTRE DE RECHERCHES AGRONOMIQUES**

**2.3.3.9. COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU TOURISME**

**2.3.3.10. WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL**

**OFFICE WALLON DES DÉCHETS**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                      |                                      | <u>PASSIF</u>        |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>43.571,01</b>     | <b>Capitaux propres</b>              | <b>11.567.081,82</b> |
| Frais d'établissements        |                      | Capital                              | 36.485,86            |
| Immobilisations incorporelles |                      | Primes d'émissions                   |                      |
| Immobilisations corporelles   | 43.571,01            | Plus-values de réévaluation          |                      |
| Immobilisations financières   |                      | Réserves                             |                      |
|                               |                      | Bénéfice reporté                     | 11.530.595,96        |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>16.081.500,14</b> | Perte reportée (-)                   |                      |
| Créances à plus d'un an       | 0,00                 | Subsides en capital                  |                      |
| Stocks et commandes           | 427.090,00           | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>0,00</b>          |
| Créances à un an au plus      | 43.786,24            | Provisions pour risques & charges    |                      |
| Placements de trésorerie      | 0,00                 | Impôts différés                      |                      |
| Valeurs disponibles           | 15.610.623,90        |                                      |                      |
| Comptes de régularisation     |                      | <b>Dettes</b>                        | <b>4.557.989,33</b>  |
|                               |                      | Dettes à plus d'un an                |                      |
|                               |                      | Dettes à un an au plus               | 4.294.417,50         |
|                               |                      | Comptes de régularisation            | 263.571,83           |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>16.125.071,15</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>16.125.071,15</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|  |                      |
|--|----------------------|
| I. Ventes et prestations                       | <b>35.522.584,14</b> |
| Chiffre d'affaires                             | 3.472.345,72         |
| Autres produits d'exploitation                 | 32.050.238,42        |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-)    | <b>38.630.357,79</b> |
| Approvisionnements et marchandises             |                      |
| Services et biens divers                       | 16.339.179,81        |
| Rémunérations, charges sociales et pensions    |                      |
| Amortissements                                 | 26.246,85            |
| Réductions de valeurs                          |                      |
| Provisions pour risques et charges             |                      |
| Autres charges d'exploitation                  | 22.264.931,13        |
| III. <b>Perte d'exploitation (-)</b>           | <b>-3.107.773,65</b> |
| IV. Produits financiers                        | 0,00                 |
| V. Charges financières                         | 820,40               |
| VI. <b>Perte courante avant impôts (-)</b>     | <b>-3.108.594,05</b> |
| VII. Produits exceptionnels                    | 4.849.173,99         |
| VIII. Charges exceptionnelles                  | 0,00                 |
| <b>Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</b> | <b>1.740.579,94</b>  |
| IX. <b>(+)</b>                                 |                      |
| X. Impôts sur le résultat                      | 0,00                 |
| XI. <b>Bénéfice de l'exercice</b>              | <b>1.740.579,94</b>  |

**AGENCE WALLONNE DE L'AIR ET DU CLIMAT**

L'Agence n'a pas rendu de bilan et de compte de résultats pour 2012.

**AGENCE WALLONNE POUR LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                     | <u>PASSIF</u>                        |                     |
|-------------------------------|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>105.076,40</b>   | <b>Capitaux propres</b>              | <b>6.693.769,04</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                | Capital                              | 0,00                |
| Immobilisations incorporelles | 0,00                | Primes d'émissions                   | 0,00                |
| Immobilisations corporelles   | 105.076,40          | Plus-values de réévaluation          | 0,00                |
| Immobilisations financières   | 0,00                | Réserves                             | 6.693.769,04        |
|                               |                     | Bénéfice reporté                     | 0,00                |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>8.021.043,28</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00                |
|                               |                     | Subsides                             | 0,00                |
| Créances à plus d'un an       | 0,00                | Primes de fermeture                  | 0,00                |
| Stocks et commandes           | 0,00                |                                      |                     |
| Créances à un an au plus      | 6.826.140,39        | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>0,00</b>         |
| Placements de trésorerie      | 0,00                |                                      |                     |
| Valeurs disponibles           | 1.194.902,89        | Provisions pour risques & charges    | 0,00                |
| Comptes de régularisation     | 0,00                | Impôts différés                      | 0,00                |
|                               |                     | <b>Dettes</b>                        | <b>1.432.350,64</b> |
|                               |                     | Dettes à plus d'un an                | 0,00                |
|                               |                     | Dettes à un an au plus               | 1.432.350,64        |
|                               |                     | Comptes de régularisation            | 0,00                |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>8.126.119,68</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>8.126.119,68</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|   |              |                     |
|---|--------------|---------------------|
| I. Ventes et prestations                    |              | <b>9.198.892,72</b> |
| Chiffre d'affaires                          | 3.151.132,79 |                     |
| Production immobilisée                      | 0,00         |                     |
| Autres produits d'exploitation              | 6.047.759,93 |                     |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-) |              | <b>8.579.582,55</b> |
| Approvisionnements et marchandises          | 0,00         |                     |
| Services et biens divers                    | 6.302.610,15 |                     |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | 2.222.102,65 |                     |
| Amortissements                              | 61.742,16    |                     |
| Réductions de valeur                        | -6.774,90    |                     |
| Provisions                                  | 0,00         |                     |
| Autres charges d'exploitation               | -97,51       |                     |
| III. <b>Bénéfice d'exploitation (+)</b>     |              | <b>619.310,17</b>   |
| IV. Produits financiers                     | 0,00         |                     |
| V. Charges financières                      | 360,06       |                     |
| VI. <b>Bénéfice courant (+)</b>             |              | <b>618.950,11</b>   |
| VII. Produits exceptionnels                 | 2.260,10     |                     |
| VIII. Charges exceptionnelles               | 0,00         |                     |
| IX. <b>Bénéfice de l'exercice (+)</b>       |              | <b>621.210,21</b>   |

**CENTRE RÉGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                     | <u>PASSIF</u>                        |                     |
|-------------------------------|---------------------|--------------------------------------|---------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>160.924,27</b>   | <b>Capitaux propres</b>              | <b>1.203.202,11</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                | Capital                              | 0,00                |
| Immobilisations incorporelles | 0,00                | Primes d'émissions                   | 0,00                |
| Immobilisations corporelles   | 160.924,27          | Plus-values de réévaluation          | 0,00                |
| Immobilisations financières   | 0,00                | Réserves                             | 0,00                |
|                               |                     | Bénéfice reporté                     | 911.713,67          |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>2.082.092,09</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00                |
| Créances à plus d'un an       | 0,00                | Subsides en capital                  | 291.488,44          |
| Stocks et commandes           | 0,00                | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>368.581,09</b>   |
| Créances à un an au plus      | 866.280,95          | Provisions pour risques & charges    | 368.581,09          |
| Placements de trésorerie      | 0,00                | Impôts différés                      | 0,00                |
| Valeurs disponibles           | 1.173.813,37        |                                      |                     |
| Comptes de régularisation     | 41.997,77           | <b>Dettes</b>                        | <b>671.233,16</b>   |
|                               |                     | Dettes à plus d'un an                | 0,00                |
|                               |                     | Dettes à un an au plus               | 472.933,16          |
|                               |                     | Comptes de régularisation            | 198.300,00          |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>2.243.016,36</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>2.243.016,36</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|  |              |                     |
|--|--------------|---------------------|
| I. Ventes et prestations                     |              | <b>4.266.590,72</b> |
| Chiffre d'affaires                           | 0,00         |                     |
| Autres produits d'exploitation               | 4.266.590,72 |                     |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-)  |              | <b>4.319.526,92</b> |
| Approvisionnements et marchandises           | 0,00         |                     |
| Services et biens divers                     | 752.343,19   |                     |
| Rémunérations, charges sociales et pensions  | 3.453.430,19 |                     |
| Amortissements                               | 110.714,04   |                     |
| Réductions de valeurs                        | 0,00         |                     |
| Autres charges d'exploitation                | 3.039,50     |                     |
| III. <b>Perte d'exploitation (-)</b>         |              | <b>-52.936,20</b>   |
| IV. Produits financiers                      | 80.682,66    |                     |
| V. Charges financières                       | 0,00         |                     |
| VI. <b>Bénéfice courant avant impôts (+)</b> |              | <b>27.746,46</b>    |
| VII. Produits exceptionnels                  | 9.538,75     |                     |
| VIII. Charges exceptionnelles                | 3.525,63     |                     |
| IX. <b>Bénéfice de l'exercice (+)</b>        |              | <b>33.759,58</b>    |

**INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                      | <u>PASSIF</u>                        |                      |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>8.358.860,60</b>  | <b>Capitaux propres</b>              | <b>12.041.309,74</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                 | Capital                              | 0,00                 |
| Immobilisations incorporelles | 39.319,01            | Primes d'émissions                   | 0,00                 |
| Immobilisations corporelles   | 8.069.541,59         | Plus-values de réévaluation          | 0,00                 |
| Immobilisations financières   | 250.000,00           | Réserves                             | 0,00                 |
|                               |                      | Bénéfice reporté                     | 804.456,48           |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>5.992.056,39</b>  | Perte reportée (-)                   | 0,00                 |
|                               |                      | Subsides en capital                  | 11.236.853,26        |
| Créances à plus d'un an       | 1.200.000,00         |                                      |                      |
| Stocks et commandes           | 328.634,00           | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>130.000,00</b>    |
| Créances à un an au plus      | 1.931.687,59         |                                      |                      |
| Placements de trésorerie      | 0,00                 | Provisions pour risques & charges    | 0,00                 |
| Valeurs disponibles           | 2.508.784,80         | Impôts différés                      | 0,00                 |
| Comptes de régularisation     | 22.950,00            |                                      |                      |
|                               |                      | <b>Dettes</b>                        | <b>2.179.607,25</b>  |
|                               |                      | Dettes à plus d'un an                | 0,00                 |
|                               |                      | Dettes à un an au plus               | 2.179.607,25         |
|                               |                      | Comptes de régularisation            | 0,00                 |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>14.350.916,99</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>14.350.916,99</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|   |           |                   |
|---|-----------|-------------------|
| I. Ventes et prestations                                      |           | <b>10.309.163</b> |
| Chiffre d'affaires  | 584.672   |                   |
| Autres produits d'exploitation                                | 9.724.491 |                   |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-)                   |           | <b>13.487.223</b> |
| Approvisionnements et marchandises + Services et biens divers | 5.635.434 |                   |
| Rémunérations, charges sociales et pensions                   | 4.767.579 |                   |
| Amortissements  | 671.459   |                   |
| Réductions de valeurs   | 0         |                   |
| Autres charges d'exploitation                                 | 2.412.752 |                   |
| Provisions pour risques & charges                             | 0         |                   |
| III. <b>Perte d'exploitation (-)</b>                          |           | <b>-3.178.060</b> |
| IV. Produits financiers                                       | 93        |                   |
| V. Charges financières  | 798       |                   |
| VI. <b>Perte courante (-)</b>                                 |           | <b>-3.178.764</b> |
| VII. Produits exceptionnels                                   | 129.166   |                   |
| VIII. Charges exceptionnelles                                 | 142.696   |                   |
| IX. <b>Perte de l'exercice (-)</b>                            |           | <b>-3.192.294</b> |

## **INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC**

Les comptes de cet organisme n'avaient pas été transmis au département de la comptabilité du service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes au moment de la publication du compte général 2012. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.

**FONDS PISCICOLE DE WALLONIE**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                   | <u>PASSIF</u>                        |                   |
|-------------------------------|-------------------|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>0,00</b>       | <b>Capitaux propres</b>              | <b>652.272,21</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00              | Capital                              | 141.263,54        |
| Immobilisations incorporelles | 0,00              | Primes d'émissions                   | 0,00              |
| Immobilisations corporelles   | 0,00              | Plus-values de réévaluation          | 0,00              |
| Immobilisations financières   | 0,00              | Réserves                             | 689.730,72        |
|                               |                   | Bénéfice reporté                     | 0,00              |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>867.581,01</b> | Perte affectée (-)                   | -178.722,05       |
|                               |                   | Subsides en capital                  | 0,00              |
| Créances à plus d'un an       | 0,00              | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>0,00</b>       |
| Stocks et commandes           | 0,00              |                                      |                   |
| Créances à un an au plus      | 0,00              | Provisions pour risques & charges    | 0,00              |
| Placements de trésorerie      | 832.585,14        | Impôts différés                      | 0,00              |
| Valeurs disponibles           | 34.985,87         |                                      |                   |
| Comptes de régularisation     | 0,00              | <b>Dettes</b>                        | <b>215.308,80</b> |
|                               |                   | Dettes à plus d'un an                | 0,00              |
|                               |                   | Dettes à un an au plus               | 215.308,80        |
|                               |                   | Comptes de régularisation            | 0,00              |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>867.581,01</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>867.581,01</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|   |              |                     |
|---|--------------|---------------------|
| I. Ventes et prestations                                      |              | <b>1.083.410,09</b> |
| Chiffre d'affaires  | 1.083.410,09 |                     |
| Autres produits d'exploitation                                | 0,00         |                     |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-)                   |              | <b>1.155.886,11</b> |
| Approvisionnements et marchandises + Services et biens divers | 566.885,33   |                     |
| Rémunérations, charges sociales et pensions                   | 265,98       |                     |
| Amortissements  | 0,00         |                     |
| Réductions de valeurs   | 0,00         |                     |
| Provisions  | 0,00         |                     |
| Autres charges d'exploitation                                 | 588.734,80   |                     |
| III. <b>Perte d'exploitation (-)</b>                          |              | <b>-72.476,02</b>   |
| IV. Produits financiers                                       | 12.654,41    |                     |
| V. Charges financières  | 8,00         |                     |
| VI. <b>Perte courante avant impôts (-)</b>                    |              | <b>-59.829,61</b>   |
| VII. Produits exceptionnels                                   | 0,00         |                     |
| VIII. Charges exceptionnelles                                 | 0,00         |                     |
| IX. <b>Perte de l'exercice avant impôts (-)</b>               |              | <b>-59.829,61</b>   |



**FONDS D'ÉGALISATION DES BUDGETS DE LA RÉGION WALLONNE**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |             | <u>PASSIF</u>                        |             |
|-------------------------------|-------------|--------------------------------------|-------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>0,00</b> | <b>Capitaux propres</b>              | <b>0,00</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00        | Capital                              | 0,00        |
| Immobilisations incorporelles | 0,00        | Primes d'émissions                   | 0,00        |
| Immobilisations corporelles   | 0,00        | Plus-values de réévaluation          | 0,00        |
| Immobilisations financières   | 0,00        | Réserves                             | 0,00        |
|                               |             | Bénéfice reporté                     | 0,00        |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>0,00</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00        |
|                               |             | Subsides                             | 0,00        |
| Créances à plus d'un an       | 0,00        |                                      |             |
| Stocks et commandes           | 0,00        | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>0,00</b> |
| Créances à un an au plus      | 0,00        |                                      |             |
| Placements de trésorerie      | 0,00        | Provisions pour risques & charges    | 0,00        |
| Valeurs disponibles           | 0,00        | Impôts différés                      | 0,00        |
| Comptes de régularisation     | 0,00        |                                      |             |
|                               |             | <b>Dettes</b>                        | <b>0,00</b> |
|                               |             |                                      |             |
|                               |             | Dettes à plus d'un an                | 0,00        |
|                               |             | Dettes à un an au plus               |             |
|                               |             | - Autres dettes                      | 0,00        |
|                               |             | Comptes de régularisation            | 0,00        |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>0,00</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>0,00</b> |

**INSTITUT WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                      | <u>PASSIF</u>                        |                      |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>120.586,22</b>    | <b>Capitaux propres</b>              | <b>10.189.906,25</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                 | Capital                              | 0,00                 |
| Immobilisations incorporelles | 56.835,13            | Primes d'émissions                   | 0,00                 |
| Immobilisations corporelles   | 63.751,09            | Plus-values de réévaluation          | 0,00                 |
| Immobilisations financières   | 0,00                 | Réserves                             | 0,00                 |
|                               |                      | Bénéfice reporté                     | 10.069.320,03        |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>10.345.043,41</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00                 |
| Créances à plus d'un an       | 0,00                 | Subsides                             | 120.586,22           |
| Stocks et commandes           | 0,00                 | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>0,00</b>          |
| Créances à un an au plus      | 0,00                 | Provisions pour risques & charges    | 0,00                 |
| Placements de trésorerie      | 0,00                 | Impôts différés                      | 0,00                 |
| Valeurs disponibles           | 10.215.196,45        |                                      |                      |
| Comptes de régularisation     | 129.846,96           | <b>Dettes</b>                        | <b>275.723,38</b>    |
|                               |                      | Dettes à plus d'un an                | 242.062,25           |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>10.465.629,63</b> | Dettes à un an au plus               | 21.534,62            |
|                               |                      | - Autres dettes                      | 2.660,00             |
|                               |                      | Comptes de régularisation            | 9.226,51             |
|                               |                      | Transferts de fonds internes         | 240,00               |
|                               |                      | <b>TOTAL</b>                         | <b>10.465.629,63</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|  |              |                     |
|--|--------------|---------------------|
| I. Ventes et prestations                                       |              | <b>5.871.104,76</b> |
| Chiffre d'affaires   | 0,00         |                     |
| Autres produits d'exploitation                                 | 5.871.104,76 |                     |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-)                    |              | <b>5.499.262,82</b> |
| Approvisionnements et marchandises                             | 0,00         |                     |
| Services et biens divers                                       | 1.734.663,09 |                     |
| Rémunérations, charges sociales et pensions                    | 3.712.395,43 |                     |
| Amortissements   | 47.598,38    |                     |
| Réductions de valeurs  | 0,00         |                     |
| Autres charges d'exploitation                                  | 4.605,92     |                     |
| Charges valorisables à l'actif (lors du 1 <sup>er</sup> bilan) | 0,00         |                     |
| III. <b>Bénéfice d'exploitation (+)</b>                        |              | <b>371.841,94</b>   |
| IV. Produits financiers  | 0,00         |                     |
| V. Charges financières   | 93,98        |                     |
| VI. <b>Bénéfice courant (+)</b>                                |              | <b>371.747,96</b>   |
| VII. Produits exceptionnels                                    |              |                     |
| VIII. Charges exceptionnelles                                  | 0,00         |                     |
| IX. <b>Bénéfice de l'exercice (+)</b>                          |              | <b>371.747,96</b>   |

## **CENTRE DE RECHERCHES AGRONOMIQUES**

Les comptes de cet organisme n'ont été transmis ni au département de la comptabilité du service public de Wallonie, ni à la Cour des comptes. C'est la raison pour laquelle ils ne figurent pas dans cette annexe.

**COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                      | <u>PASSIF</u>                        |                      |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>7.824.986,08</b>  | <b>Capitaux propres</b>              | <b>15.062.610,50</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                 | Capital                              | 0,00                 |
| Immobilisations incorporelles | 389.562,08           | Primes d'émissions                   | 0,00                 |
| Immobilisations corporelles   | 7.435.424,00         | Plus-values de réévaluation          | 0,00                 |
| Immobilisations financières   | 0,00                 | Réserves                             | 0,00                 |
|                               |                      | Bénéfice reporté                     | 7.237.624,42         |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>22.617.340,00</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00                 |
|                               |                      | Subsides                             | 7.824.986,08         |
| Créances à plus d'un an       | 0,00                 |                                      |                      |
| Stocks et commandes           | 0,00                 | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>12.169.764,07</b> |
| Créances à un an au plus      | 4.781.735,42         |                                      |                      |
| Placements de trésorerie      | 0,00                 | Provisions pour risques & charges    | 12.169.764,07        |
| Valeurs disponibles           | 17.743.363,56        | Impôts différés                      | 0,00                 |
| Comptes de régularisation     | 92.241,02            |                                      |                      |
|                               |                      | <b>Dettes</b>                        | <b>3.209.951,51</b>  |
|                               |                      | Dettes à plus d'un an                | 0,00                 |
|                               |                      | Dettes à un an au plus               | 3.164.826,15         |
|                               |                      | Comptes de régularisation            | 45.125,36            |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>30.442.326,08</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>30.442.326,08</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|   |               |                      |
|---|---------------|----------------------|
| I. Ventes et prestations                    |               | <b>57.341.715,37</b> |
| Chiffre d'affaires                          | 55.884.304,35 |                      |
| Production immobilisée                      | 0,00          |                      |
| Autres produits d'exploitation              | 1.457.411,02  |                      |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-) |               | <b>55.231.685,12</b> |
| Approvisionnements et marchandises          | 0,00          |                      |
| Services et biens divers                    | 3.446.991,38  |                      |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | 5.730.504,15  |                      |
| Amortissements                              | 746.914,33    |                      |
| Réductions de valeur                        | 0,00          |                      |
| Provisions                                  | 0,00          |                      |
| Autres charges d'exploitation               | 45.307.275,26 |                      |
| III. <b>Bénéfice d'exploitation (+)</b>     |               | <b>2.110.030,25</b>  |
| IV. Produits financiers                     | 0,00          |                      |
| V. Charges financières                      | 29,00         |                      |
| VI. <b>Bénéfice courant (+)</b>             |               | <b>2.110.001,25</b>  |
| VII. Produits exceptionnels                 | 0,00          |                      |
| VIII. Charges exceptionnelles               | 0,00          |                      |
| IX. <b>Bénéfice de l'exercice (+)</b>       |               | <b>2.110.001,25</b>  |

**WALLONIE-BRUXELLES INTERNATIONAL**

**BILAN AU 31.12.2012**

| <u>ACTIF</u>                  |                      | <u>PASSIF</u>                        |                      |
|-------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------|
| <b>Actifs immobilisés</b>     | <b>17.565.105,02</b> | <b>Capitaux propres</b>              | <b>14.359.839,77</b> |
| Frais d'établissements        | 0,00                 | Capital                              | 0,00                 |
| Immobilisations incorporelles | 323.825,22           | Primes d'émissions                   | 0,00                 |
| Immobilisations corporelles   | 17.038.980,58        | Plus-values de réévaluation          | 0,00                 |
| Immobilisations financières   | 202.299,22           | Réserves                             | 0,00                 |
|                               |                      | Bénéfice reporté                     | 14.164.941,53        |
| <b>Actifs circulants</b>      | <b>22.905.288,22</b> | Perte reportée (-)                   | 0,00                 |
| Créances à plus d'un an       | 21.438,20            | Subsides en capital                  | 0,00                 |
| Stocks et commandes           | 0,00                 | <b>Provisions et impôts différés</b> | <b>194.898,24</b>    |
| Créances à un an au plus      | 2.604.828,39         | Provisions pour risques & charges    | 194.898,24           |
| Placements de trésorerie      | 18.452.096,30        | Impôts différés                      | 0,00                 |
| Valeurs disponibles           | 1.673.548,08         |                                      |                      |
| Comptes de régularisation     | 153.377,25           | <b>Dettes</b>                        | <b>26.110.553,47</b> |
|                               |                      | Dettes à plus d'un an                | 20.319.393,70        |
|                               |                      | Dettes à un an au plus               | 6.838.772,88         |
|                               |                      | Comptes de régularisation            | -1.047.613,11        |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>40.470.393,24</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>40.470.393,24</b> |

**COMPTE DE RÉSULTATS AU 31.12.2012**

|   |               |                      |
|---|---------------|----------------------|
| I. Ventes et prestations                    |               | <b>59.024.951,00</b> |
| Chiffre d'affaires                          | 153,88        |                      |
| Autres produits d'exploitation              | 59.024.797,12 |                      |
| II. Coûts des ventes et des prestations (-) |               | <b>60.207.641,80</b> |
| Approvisionnements et marchandises          | 0,00          |                      |
| Services et biens divers                    | 7.102.611,82  |                      |
| Rémunérations, charges sociales et pensions | 22.428.920,08 |                      |
| Amortissements                              | 1.708.832,19  |                      |
| Amortissements d'emprunts                   | -185.140,80   |                      |
| Réductions de valeurs                       | 20.782,45     |                      |
| Autres charges d'exploitation               | 29.131.636,06 |                      |
| III. <b>Perte d'exploitation (-)</b>        |               | <b>-1.182.690,80</b> |
| IV. Produits financiers                     | 338.980,44    |                      |
| V. Charges financières                      | 1.523.020,85  |                      |
| VI. <b>Perte courante avant impôts (-)</b>  |               | <b>-2.366.731,21</b> |
| VII. Produits exceptionnels                 | 397.798,55    |                      |
| VIII. Charges exceptionnelles               | 368.491,50    |                      |
| IX. <b>Perte de l'exercice (-)</b>          |               | <b>-2.337.424,16</b> |



**ADRESSE**

Cour des comptes  
Rue de la Régence 2  
B-1000 Bruxelles

**TÉL.**

+32 2 551 81 11

**FAX**

+32 2 551 86 22

[www.courdescomptes.be](http://www.courdescomptes.be)